



**DIALOGUES,**  
EN HUMANITÉ

# Construisons le bien-vivre

Environnement, culture, réseaux, gouvernance, solidarités... Ces thèmes font l'actualité des Dialogues en humanité, qui ont lieu à Lyon du 2 au 4 juillet (*voir le programme p. 16*).

Pour inviter à la réflexion sur l'avenir de l'humain, voici quelques enquêtes, témoignages et interviews puisés dans la presse étrangère par l'hebdomadaire *Courrier international* ou rassemblés par l'agence *Futuring Press*.

**Courrier**  
INTERNATIONAL

**Futuring Press**  
L'information construit le monde

# ENVIRONNEMENT

Hier, le monde produisait des déchets en toute inconscience. Il y a peu encore, il ne savait plus quoi en faire. Voici qu'ils deviennent une source de richesse et entrent dans l'économie. On les retrouve même, sur fond de solidarité, dans des programmes de développement.

## RECYCLAGE

### Comment transformer en or les détritrus

TerraCycle mise sur le déchet commandité : cette PME américaine fabrique des objets à partir d'emballages usagés, qui se transforment en publicité pour les marques.

THE WALL STREET JOURNAL (extraits)  
New York

L'objectif de TerraCycle est de gagner de l'argent en réutilisant les déchets difficilement recyclables. Mais pour cela cette petite entreprise de Trenton, dans le New Jersey, doit convaincre la grande distribution qu'il existe une demande pour ses produits, des sacs à dos, cerfs-volants et sacs isothermes fabriqués avec des emballages de bonbons, des sachets de chips et des poches de jus de fruits qui, autrement, auraient fini à la décharge. [L'entreprise vend aussi des rideaux de douche, des parapluies, des pots de fleur, des sacs à main...]

Pour l'heure, l'affaire n'est pas rentable. La société a perdu 4,5 millions de dollars en 2008, pour un chiffre d'affaires de 6,6 millions de dollars [et elle était à l'équilibre en 2009]. Mais en avril dernier, Wal-Mart, numéro un mondial de la distribution, a accepté de référencer plusieurs dizaines de produits TerraCycle dans 3 400 points de vente, dans le cadre d'une opération de promotion liée à la Journée de la Terre. Si la PME parvient à décrocher un accord de longue durée avec ce groupe ou une autre grande enseigne, l'entreprise pourrait dégager un bénéfice pour la première fois cette année. "La pression est énorme", reconnaît son fondateur, Tom Szaky.

M. Szaky, 27 ans, a créé cette société en 2001 pour commercialiser [dans des bouteilles de soda usagées] un engrais biologique obtenu par lombricompostage. La firme s'est ensuite lancée dans la transformation de tonneaux à vin en composteurs domestiques et de disques vinyle en horloges. Des entreprises désireuses de verdir leur image lui ont aussi demandé de



▲ Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.

recycler leurs emballages usagés en biens de consommation. Certains plastiques, de même que les conditionnements composés de couches de différents matériaux, sont en effet inutilisables par les sociétés de recyclage traditionnelles, et partent habituellement à la décharge. Plusieurs grandes

marques, des jus de fruit Capri-Sun (groupe Kraft) aux céréales Bear Naked (Kellogg's), en passant par les biscuits Chips Ahoy (Nabisco), ont également décidé de parrainer des "brigades" chargées de collecter des déchets, puis de les remettre à TerraCycle. [Plus de 9 millions de personnes participent à ces brigades spécialisées par type de produit. Pour chaque déchet retourné, 2 cents, soit 1,5 centime d'euro, sont versés à une association de leur choix ou, dans le cas des enfants, à leur école.] Depuis l'an dernier, la société accepte également des tonnes d'emballages excédentaires ou comportant des défauts d'impression, que les entreprises mettaient auparavant à la poubelle. Des milliers de maisons de retraite et d'églises lui apportent aussi leurs déchets réutilisables. Si ces dons

permettent de réduire le coût des matières premières, ils représentent également des montagnes à stocker pour la firme. Son entrepôt de déchets de 2 300 mètres carrés mais aussi son bâtiment administratif débordent d'emballages, qui arrivent au rythme de 100 tonnes chaque mois. Les cadres ont dû s'installer dans les couloirs ou se partager les bureaux afin de faire de la place aux monceaux de déchets. TerraCycle a finalement acheté ou loué cinq entrepôts supplémentaires pour faire face à la situation.

#### "JE VEUX QUE LA TERRE RESTE VERTE"

Pour éculer ces stocks, la société s'est fixé l'an dernier pour objectif de doubler, voire tripler ses livraisons à la grande distribution. C'est ainsi que, en septembre 2009, Tom Szaky a contacté Wal-Mart. En avril, les magasins de la chaîne ont mis en place une "Zone de la Terre", où des sacs à dos réalisés avec des emballages Capri-Sun et des cerfs-volants fabriqués avec des sachets de friandises Skittle côtoyaient les produits de ces deux marques. A cette occasion, le jeune Teddy Gogolewski a demandé à sa mère de l'accompagner dans un Wal-Mart de la banlieue de Chicago pour s'acheter une boîte-repas [lunch box] fabriquée avec des emballages de Capri-Sun. Ce gamin de 7 ans, qui collecte ces poches de jus de fruits à l'école pour le compte de TerraCycle, avait économisé les 8 dollars nécessaires sur son argent de poche. "Je veux que la Terre reste verte, a-t-il plaidé. Et puis elles sont trop bien, ces boîtes."

Pour la PME, le succès de ce type d'opération est vital. Alors que les déchets s'entassent dans ses entrepôts, elle ne compte encore aucun gros client susceptible de les absorber. Christi Gallagher, porte-parole de Wal-Mart, se refuse à commenter les relations avec ses fournisseurs, mais elle souligne que l'enseigne est prête à entrer en pourparlers "avec ceux qui peuvent démontrer leur engagement à fabriquer des produits durables". En attendant, TerraCycle compte élargir sa gamme à des articles comme une poubelle de 110 litres, des dalles de jardin et des piquets de clôture réalisés à partir de déchets déchiquetés et compressés.

Ilan Brat

#### STRATÉGIE MÉDIATIQUE

Le patron de TerraCycle, Tom Szaky, ne manque pas d'ambition. "Je veux que 'terracycler' devienne un verbe comme 'googler'", expliquait-il en janvier dernier au *Financial Times*. "Depuis ses débuts", ajoutait quelques

jours plus tard *La Presse*, "la société a profité d'une couverture médiatique phénoménale. TerraCycle n'a jamais dépensé un sou de publicité. Cette année, l'entreprise s'installe au Canada et la stratégie est la

même : faire parler d'elle dans les journaux pour que les parents, les professeurs et un jour les enfants fassent appel à ses services pour les aider à recycler", constatait alors le quotidien montréalais.



Sanggar/Giri Gino Guno

## DURABLE

# Voyage "gotong royong"

*Gotong royong* est une locution javanaise qui signifie : "porter ensemble", "entraide collective" ou "miroir des bienfaits". Récit d'une expérience vertueuse en réponse à une catastrophe.

**E**n Indonésie, les paysans emploient cette expression pour désigner une tâche qu'ils effectuent gracieusement : nettoyage du village, construction d'une maison ou de canaux d'irrigation d'une rizière, etc.

Tout a commencé par un tremblement de terre, le 27 mai 2006, au centre de Java : 6 000 morts, 300 000 maisons détruites. A 15 kilomètres au sud de Jogjakarta, derrière le rideau des champs de canne à sucre en fleur se déroulant vers l'océan Indien, le village de Bebekan surgit comme une île rieuse flottant sur une mer de rizières. Grâce au *gotong royong* et à un réseau d'amis du monde entier, les habitants de Bebekan, paysans sans terre, reconstruisent leur village ainsi qu'un centre communautaire (*sanggar*) pour favoriser la rencontre entre culture et agriculture, éducation et microéconomie, environnement et sagesse locales : crèche ; école alternative ; clinique ambulante pour les femmes enceintes, les bébés et les personnes du troisième âge ; cours d'informatique, d'anglais, de français, de danse, de gamelan [orchestre traditionnel indonésien], de chants classiques javanais... Le centre est appelé Giri Gino Guno : "La montagne doublement utile".

Pendant un an et demi, les activités du centre bénéficient du soutien financier de Carrefour-Indonésie. Fin

décembre 2008, l'aide de Carrefour arrivant à son terme, les villageois de Bebekan initient le projet du gîte Giri Gino Guno et du "voyage *gotong royong*" en partenariat avec l'agence de voyages Asia.

### SEPT PILIERS POUR UN PROJET SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE

Très vite, ils réalisent que leur version locale du tourisme équitable est un écosystème précieux mais fragile : hôtes et visiteurs se doivent de le préserver. Ils établissent ainsi les "sept piliers" du voyage *gotong royong* :

1. un partenaire engagé et enthousiaste ;
2. des villageois non pas objets mais sujets ;
3. servir sans se soumettre ;
4. reformater ses savoir-faire ;
5. cultiver la transparence financière ;
6. s'accorder les uns aux autres ;
7. le tourisme n'est pas une fin mais un moyen.

Le septième pilier est le plus essentiel : comme les minidoses de lessive et les sachets de boissons instantanées que les femmes du village collectent et transforment en pochettes plastique très design, les revenus du voyage *gotong royong* sont recyclés pour financer les activités pédagogiques, sociales et culturelles du *sanggar* Giri Gino Guno. Ainsi le centre communautaire se transforme en une coopérative et une banque

de microcrédit soutenant de petites entreprises : engrais bio, bûchettes d'allumage à base d'écorces de noix de coco, huile vierge de coco, savons à l'aloë vera et à la citronnelle...

On dit que le monde est devenu un "village planétaire". Or des millions de villages sur notre planète demeurent le jouet de ce concept urbain. Pourtant, à Java, les vieux villageois ont une approche plus globale du monde que les citadins : ils n'ont pas encore opéré la rupture entre culture et agriculture, environnement et mythes locaux, même si cette vision intégrée de la vie est mise à mal par l'urbanisation, qui met les campagnes au ban des grandes villes. Les jeunes villageois, eux, se retrouvent avec une identité fragmentée, impuissante à se reconstruire sur le bric et le broc de la mondialisation, auquel ils n'ont pas accès. Le *sanggar* Giri Gino Guno permet aux jeunes et moins jeunes de Bebekan de se brancher, en temps et lieu réels, sur la grande fréquence planétaire.

**Elisabeth D. Inandiak, Futuring Press**

▲ Le centre communautaire Giri Gino Guno.

### POUR EN SAVOIR +

[www.bebekan-e.blogspot.com](http://www.bebekan-e.blogspot.com)  
[www.asia.fr](http://www.asia.fr)

## ENTRETIEN Harmoniser le vivant et l'économique



**EMMANUEL DELANNOY**, fondateur de l'institut Inspire, centre de ressources et d'action consacré aux liens entre biosphère et économie.

### En matière d'environnement, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?

**EMMANUEL DELANNOY** La principale mutation est celle qui consiste à resynchroniser les flux économiques avec les flux du vivant. Notre bien-être actuel a pu se construire grâce à des biens et services écologiques accumulés depuis des millions, voire des milliards d'années. Qu'il s'agisse de pétrole, de gaz naturel, de charbon, mais aussi d'acier, voire d'uranium, les stocks dans lesquels nous puisons sont le résultat de processus biologiques qui se déroulent sur des échelles de temps qui n'ont rien à voir avec celle de l'humanité. Voilà la gageure : inventer un mode de développement offrant à tous des conditions de vie dignes et épanouissantes, en préservant la capacité des écosystèmes à nous fournir les biens et les services dont nous dépendons, tout en apprenant en même temps à nous passer de la manne des énergies fossiles.

### Quels sont les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?

Le premier est peut-être de rester trop concentré sur les écueils potentiels justement, ce qui reviendrait à piloter en regardant dans le rétroviseur. Au contraire, il nous faut inventer ce qui n'a jamais existé, et pour quoi il n'existe aucun référentiel. Le corollaire, c'est qu'il nous faudra renoncer aux certitudes faciles, aux fausses bonnes idées et aux solutions simplificatrices. Renouer avec le vivant, c'est apprendre à gérer la complexité, avec un nombre incroyable de paramètres, écologiques, éthiques, sociaux, démocratiques, économiques.

### Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supposent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?

Dans la nature, tout est circulaire, notre économie est linéaire. La nature ne produit aucune substance qu'un organisme vivant ne sache réutiliser ou recycler, alors que notre industrie est incapable de gérer les déchets qu'elle produit. Sur le plan social, c'est la définition même du bien-être qui est en cause. Nous avons commencé à ébaucher quelques pistes, mais il reste un travail considérable pour en ouvrir d'autres.

### Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?

C'est peut-être, paradoxalement, sur cette question des indicateurs que nous avons le plus progressé. Nous avons de bonnes grilles de lecture pour évaluer avec pertinence l'état des ressources naturelles, la santé des écosystèmes, l'accès à l'éducation ou aux soins, les inégalités, la solidarité, etc. Les tableaux de bord existent. Il ne reste plus qu'à les intégrer dans l'évaluation des politiques.

Propos recueillis par Patrick Busquet, Futuring Press

# CULTURE

Les humains se structurent en sociétés de plus en plus multiculturelles. Les grandes métropoles en témoignent. Les médias et Internet deviennent un outil de construction pour des communautés séparées ou recomposées. Dans le même temps, modernité et tradition tentent un nouveau dialogue.

## ROYAUME-UNI

### Reading, ou le brassage ethnique heureux

Depuis cinquante ans, cette ville proche de Londres attire des immigrants venus du monde entier. On y parle 150 langues et on y cohabite pour le meilleur ou presque.

THE DAILY TELEGRAPH (extraits)

Londres

Il y a peu, Reading a cessé d'être la ville des embouteillages et des assurances pour devenir la Mecque des mordus de sociologie et de linguistique : une étude récente y recense 150 langues différentes dans les écoles de la ville. Le brassage ethnique est d'une telle richesse que, dans certaines écoles, la moitié des élèves à peine ont l'anglais pour langue maternelle. S'agit-il d'une bonne nouvelle, d'un désagrément pratique ou d'une menace pour le tissu social et économique ?

Depuis la révolution industrielle, Reading s'est construite grâce à l'immigration. Mais là le phénomène est d'une ampleur considérable. La commune compte le plus grand nombre de locuteurs de bajan (créole de la Barbade) au monde en dehors de la Barbade. Aux immigrants des Caraïbes des années 1950 sont venus s'ajouter ceux du Pakistan et d'Inde dans les années 1960 ; à la vague de ceux d'Afrique de l'Est dans les années 1970 a succédé le raz de marée des Vietnamiens, Indonésiens, Polonais et Philippins. Les derniers arrivés viennent des endroits les plus malmenés du globe, comme le Rwanda, l'Éthiopie et l'Afghanistan.

Sur Oxford Road, on entend parler pendjabi, yoruba, guarani, temne ou ouzbek. On peut y lire le *Dziennik Polski*, boire un verre dans un pub polonais, faire des abdos dans une salle de gym tenue par des Hongrois, se faire poser des tresses africaines, acheter des spécialités portugaises ou de la viande halal.

Sur les hauteurs de Reading, l'école primaire de Battle compte 442 enfants issus de 42 pays différents ; moins des deux tiers des enfants ont l'anglais pour langue maternelle. La cour de récréation est une véritable tour de Babel où se côtoient des dialectes et des langues dont la plupart des habitants de Reading ignoraient l'existence, comme le pachto, le tagalog, le marathi, le kikuyu. Le personnel de l'établissement est à l'image de la cour de récréation : il y a des Polonais, des Asiatiques, des Pakistanais et des Indiens, bilingues ou trilingues pour la plupart.

► *Dessin de Menino paru dans El Periódico de Catalunya, Barcelone.*

■ **Repère**  
Au XIX<sup>e</sup> siècle, on venait à Reading de la campagne anglaise pour trouver du travail dans les usines de la révolution industrielle. Les années 1950 et 1960 ont vu une importante vague d'immigration des pays du Commonwealth, dont les habitants bénéficiaient automatiquement de la citoyenneté britannique. Aujourd'hui, cette ville de près de 150 000 habitants est un pôle pour les industries high-tech et les services financiers.



Contre toute attente, ces enfants parviennent à maîtriser parfaitement l'anglais en deux ans, surtout s'ils sont arrivés tôt. La seule chose que l'équipe pédagogique n'accepte pas, c'est de ne pas pouvoir communiquer avec ses élèves. Pour cela, les enfants qui ont

une langue en commun travaillent en binôme. Les leçons ne sont pas traduites. Les techniques d'enseignement privilégient des méthodes plus visuelles et les enfants apprennent l'anglais grâce à des jeux de rôle. Avec cette approche, même ceux qui ont l'anglais pour

langue maternelle développent leur vocabulaire et ont de meilleurs résultats. Mais si les enfants d'immigrés font des progrès remarquables, ils sont encore loin d'atteindre les niveaux requis dans les écoles où l'anglais est la langue maternelle de la majorité des élèves. "Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité avec les autres écoles, constate le directeur adjoint de l'école, Colin Lavelle. Nous partons avec plus de handicaps que les écoles des quartiers aisés de Reading. Si c'est frustrant ? Seulement si vous comparez les résultats nationaux."

Le flot incessant d'immigrés qui se déverse sur Reading a créé un sentiment de dislocation, voire un certain ressentiment chez ceux qui vivent là depuis des années. "Cette situation apporte une vitalité et une énergie incroyable à la ville", explique Rob Wilson, député des quartiers est de Reading. "Pourtant, depuis quelque temps, le rythme et l'ampleur de ce phénomène sont devenus une source d'inquiétude pour nombre de mes électeurs. Cet afflux humain a engendré une pression énorme sur certaines écoles, sur le logement, les services médicaux et les services publics en général."

Le conseil municipal de Reading propose des cours d'anglais pour des sommes vraiment modiques, dans l'espoir que ces compétences linguistiques donneront aux chômeurs, aux nouveaux arrivants et aux parents d'enfants scolarisés suffisamment d'assurance pour s'intégrer à la communauté.

La municipalité de Reading et les travailleurs sociaux sont catégoriques : Reading n'est pas différente des autres villes qui attirent les étrangers. Dans la ville voisine de Slough, qui accueille la plus grande diversité de cultures après Londres, 40 % de la population est d'origine étrangère. Au sein d'une classe de primaire, les enfants parlent 22 langues différentes. Et pourtant les résultats des écoles l'année du GCSE [examen de fin du secondaire que l'on passe à 16 ans] sont parmi les meilleurs du pays. "Cet afflux de personnes désireuses de travailler est une chance pour notre ville", explique Ruth Bagley, à la tête de la municipalité. "Comme les gens de différentes cultures sont habitués à vivre côte à côte, notre cohésion sociale est bonne non pas malgré cette diversité, mais bien grâce à elle."

Elisabeth Grice

## DIASPORA

# Ondes et Toile, le nouvel empire des Soninkés

Comment la radio et le web permettent à des milliers d'émigrés originaires d'Afrique de l'Ouest de maintenir des liens malgré l'éloignement.

C'est l'une des voix les plus écoutées de la radio francilienne Fréquence Paris Plurielle. Entre 16 heures et 19 h 30 le samedi, depuis 2001, Sylla N'Diaye parle aux Soninkés dispersés dans le monde. Son émission est devenue un véritable outil d'insertion sociale et de réunification.

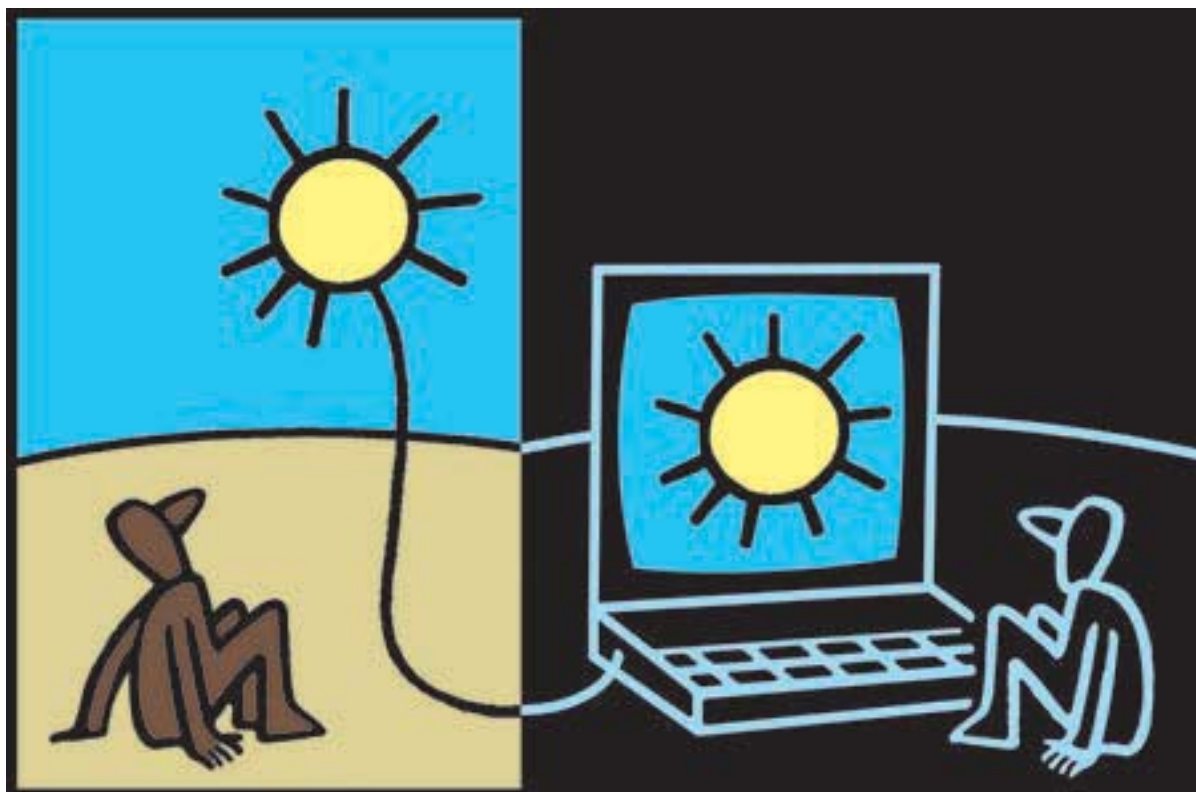
«Les Soninkés sont les premiers Africains émigrés en France. Ils ont travaillé pour envoyer de l'argent à leur famille, mais ils ne pensaient pas à apprendre. Beaucoup sont restés illettrés, se repliant sur eux», explique Sylla N'Diaye. Avec son émission hebdomadaire, «La voix de l'APS» [Association pour la promotion de la langue et de la culture soninkés], elle donne la parole à tous, parle des droits et devoirs des femmes, de culture, de santé, de jeunesse, de polygamie, avec des invités de toutes origines, des enseignants, des mères de famille...

Les auditeurs interviennent en wolof, en bambara... avec une traduction simultanée en français. L'émission est retransmise sur des radios africaines : Djida de Bakel, Radio rurale de Kayes, Djida de Dakar, Dembankè du Fouta, etc. Les Soninkés d'Afrique, d'Amérique et d'Europe participent aux échanges sur l'antenne, en direct.

### DÉPASSER LES FRONTIÈRES ET CRÉER DE NOUVEAUX LIENS

L'émission n'a l'air de rien, mais elle a pourtant un impact social considérable. Les Soninkés sont des migrants. Après la dislocation de leur empire, le Wagadu ou empire du Ghana, au XII<sup>e</sup> siècle, la plupart se sont dispersés en Afrique de l'Ouest : Mali, Mauritanie, Gambie, Guinée, Côte d'Ivoire... Après des siècles et une colonisation occidentale, nombre d'entre

► Dessin de Kopełnitsky, Etats-Unis.



eux ont émigré. Nous sommes dans les années 1960-1970 en France et la main-d'œuvre manque. Les Soninkés sont venus pour travailler et ils font vivre leurs villages, au pays. Ils représentent alors près de 70 % de la population subsaharienne émigrée.

A cette époque, l'émigré soninké est un homme seul, vivant en foyer, envoyant chaque mois un mandat à sa famille et rêvant de retour au pays. Après la fermeture des frontières françaises, en 1974, les hommes bloqués en exil font venir femmes et enfants. «Mais voilà, explique Sylla N'Diaye, ils sont restés dans cette disposition

d'esprit, tournés vers l'Afrique, oubliant qu'il était important de s'ouvrir à leur pays d'accueil. Ils se sont exclus, sont restés figés. Avec la radio, je cherche à donner aux Soninkés un espace d'échanges, pour briser les frontières et nous ouvrir au monde.»

Elle n'est pas seule à viser ce but. Depuis l'émergence du web, les diverses communautés soninkés dispersées en France, mais aussi dans le monde, se prennent au jeu de la Toile et dialoguent par des sites associatifs comme soninkara.com. Le Net devient une banque de données, de partage et permet la création de liens.

Réunifie-t-il un peuple éparpillé ? «Nous recréons aussi des liens intergénérationnels entre les parents qui ont émigré et les jeunes nés en France. Ces derniers ne comprenaient pas nos valeurs et traditions. Un fossé s'était créé. Avec les ondes et le numérique, nous réussissons à transmettre, à faire comprendre et à partager ce que nous sommes», conclut Sylla N'Diaye.

Florence Massin, Futuring Press

### POUR EN SAVOIR +

[www.soninkara.com](http://www.soninkara.com), [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net)

## ENTRETIEN «Il nous faut plus de 'nous', moins de 'je'»



ÉRIC JULIEN, géographe, écrivain, consultant en ingénierie du changement, vice-président fondateur de Tchendukua et de l'École de la nature et des savoirs.

**En matière de culture, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?**

ÉRIC JULIEN Le premier conflit européen mondial de 1914-18 a ouvert une mutation culturelle majeure. Avant, nos ancêtres vivaient à 80 % en zone rurale et à 20 % en zone urbaine. En Europe, nous vivons aujourd'hui à 80 % en zone urbaine et à 20 % en zone rurale. A l'échelon mondial, depuis 2007, plus de 50 % de la population vit en ville. De plus, la dématérialisation numérique nous a radicalement coupés du vivant et de ses lois, sachant, comme le rappelait le géographe Elisée Reclus, qu'«il n'y a qu'une loi à laquelle l'être humain ne peut pas se soustraire, c'est celle de la nature».

**Quels sont les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?**

Ou bien nous prenons conscience de cette mutation, ou bien nous la subissons, ce qui nous conduira vers des déséquilibres physiques, psychologiques, psychiques aux conséquences de plus en plus catastrophiques. Cette prise de conscience passe par notre capacité à nous relier, à agir ensemble. Un peu à la manière dont Maurice Faure, signataire du traité de Rome en 1957, parle de la façon dont a émergé l'idée européenne au sortir du second conflit mondial : «En nous réunissant une fois par semaine pendant une journée se sont peu

à peu créés des liens personnels, une forme de complicité qui transcendait nos positions nationales [...]. Il ne servait à rien de venir négocier avec une idée préconçue du résultat à atteindre, c'est au contraire la négociation – le chemin – elle-même, qui a produit le résultat [...].» (Le Monde du 23 mars 2007)

**Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supposent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?**

Il n'y aura guère d'alternative hors d'une écomodernité (une société, ses valeurs, ses représentations), qui accepterait de se relier au vivant et à ses cycles, de privilégier le lien sur le bien, d'inventer

de nouvelles manières d'être et d'agir ensemble, sur des espaces territoriaux réappropriés. Il nous faudra passer du paradigme de la compétition au paradigme de la coopération.

**Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?**

Les mots utilisés. Plus de «nous», moins de «je», plus de termes qui parlent de relation, moins qui évoquent la possession. La création d'espaces/temps où cultiver l'art du don, imaginer et coconstruire un futur acceptable par et pour tous.

Propos recueillis par Patrick Busquet, Futuring Press

# COMMUNICATION & RÉSEAUX

Les nouvelles technologies ont contribué à l'expansion de la communication virtuelle, par-delà les frontières. Elles offrent aussi de multiples services aux plus pauvres. La prolifération de puissants réseaux de coopération constitue un atout pour les pays en développement.

## MOBILE BANKING

### La téléphonie, avant-garde du développement

L'Afrique souffre ? Certes, mais elle est désormais entrée dans une grande phase d'expansion novatrice, dont voici quelques signaux.

**S**ans aucun doute, le mobile banking sera la banque de demain, notamment en Afrique, où le taux de pénétration du téléphone mobile est en augmentation constante", affirmait le mois dernier Blaise Ahouanchédé, directeur général du Groupement interbancaire monétaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (GIM-UEMOA), lors de la 5<sup>e</sup> édition du forum Cartes Afrique, à Tunis. Une banque de l'avenir déjà bien présente en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie via les opérateurs de téléphonie mobile Orange, Zain (ex-Celstel), Vodaphone, avec sa filiale Safaricom, WizzIt ou encore MTN. Ils entendent profiter de l'expansion du téléphone portable pour développer un service bancaire à destination de ceux qui n'y ont pas accès.

Selon la Banque mondiale, le taux de bancarisation ne dépasse pas, en certains endroits du globe, 5 % des populations. Avec tous les risques que cela implique : transporter les fonds d'une banque en moto ne relève pas vraiment du transfert sécurisé.

Palliant ces risques, le *mobile banking*, autrement appelé banque mobile, *m-banking*, *m-payment*, ou même *SMS banking*, offre la possibilité de consulter son compte sur son téléphone, de régler des factures, de percevoir un

► Dessin paru dans *The Economist*, Londres.



salaires, un microcrédit ou encore de transférer de l'argent de compte à compte, via son téléphone portable (*lire ci-contre l'article sur Tag Attitude*). Fini les pièces ou les liasses de billets : le *mobile banking* dématérialise l'argent et, surtout, permet aux populations très isolées de bénéficier de services bancaires, l'épargne notamment. En règle générale, les coûts de ces services sont

moins élevés que ceux pratiqués par le système bancaire conventionnel. "Ce qui implique que, petit à petit, les populations concernées ouvrent des comptes en banque", explique Okounou Carombo, directeur de Telepayment Solutions. "L'obligation de le faire dépend des pays, mais, de plus en plus, les gouvernements imposent aux opérateurs de s'adosser à des banques pour proposer ces services. Et je crois que c'est une bonne chose."

A ce jour, impossible de savoir combien de personnes utilisent déjà le *mobile banking*. A noter que le référent du *mobile banking*, M-Pesa (développé par Safaricom), a déjà séduit plus de 5 millions de clients au Kenya.

En 2008, la dernière étude réalisée sur le sujet par le cabinet de conseil Edgar Dunn estimait que les services bancaires mobiles toucheront 1,4 milliard de personnes d'ici à 2015. Avec une large majorité dans les pays du Sud. En attendant, certaines voix s'élèvent pour nuancer l'engouement mondial pour cette nouvelle technologie qui, par exemple, ne garantit pas toujours une sécurité maximale pour les transferts d'argent. Une technologie qui relance le débat sur le bienfait – ou non – de la bancarisation des populations, au vu des dégâts qu'a pu provoquer la crise financière de 2008.

**Amaury Guillem, Futuring Press**

## SERVICES Bientôt, 3 milliards de banques mobiles ?

**A**u Mali, Diarra utilise un nouveau moyen de paiement : son téléphone portable. Un service piloté à distance par l'entreprise française Tag Attitude, qui a développé une technologie permettant de transformer les 3 milliards de téléphones portables utilisés dans le monde – surtout dans les pays émergents – en porte-monnaie virtuels. "Les trois quarts de l'humanité vivent uniquement avec du cash. Et le cash, c'est l'enfer", résume Yves Eonnet, directeur général de Tag Attitude. La société propose des services variés comme le transfert d'argent du Nord vers le Sud, l'obtention de micro-crédits, la réception d'un salaire ou le règlement d'une facture. Le tout via le téléphone.

Du *mobile banking* classique ? Pas vraiment. "Nous nous adressons à des populations pauvres et souvent analphabètes, d'où ce modèle adaptable aux téléphones portables les plus anciens et qui fonctionne à la voix." Le secret : un terminal – dont s'équipent peu à peu les commerçants – sur lequel le client pose son téléphone. En guise de code confidentiel, il émet une sonnerie que le terminal reconnaît. Aussitôt, la somme à payer est virée sur le compte du vendeur.

Il est même possible de réaliser cette opération avec seulement deux téléphones. Ce service est également accessible à des populations non bancarisées, via des réseaux d'agents qui déposent l'argent des utilisateurs sur des comptes dédiés. "Au Cameroun, nous avons déjà soixante agents", se réjouit Yves Eonnet, heureux de favoriser la création d'emplois.

Ce dispositif est déjà développé au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Kenya. Il est testé dans une vingtaine d'autres pays. Les banques – institutions de micro-finance comprises – et les opérateurs télécoms comprennent l'intérêt d'une technologie qui a obtenu le premier prix de l'Innovation à l'exposition GSMA de Barcelone, en 2008. En avril dernier, une rencontre a eu lieu entre Yves Eonnet et Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix 2006, grand promoteur du microcrédit et du *social business*. **A. G., Futuring Press**

## FONDS MOBILES Le web à la rescousse des transferts

**L**es sommes envoyées par les migrants vers leurs pays d'origine représentent une manne financière pour les pays en développement (*lire page suivante*). Mais leur transfert rencontre plusieurs freins, et d'abord leur cherté. D'où la création d'un comparateur de prix qui... fait baisser les coûts de prélèvements pratiqués par les opérateurs.

Pour Yamina Boulkerara, membre de la Division des relations extérieures ONG à l'Agence française de développement (AFD), le transfert des flux financiers en provenance des migrants est handicapé par "le prix élevé des transferts imposé par les banques ou les opérateurs ; l'absence de réseau de retrait d'argent dans les pays destinataires ; le déficit d'information sur les produits financiers connexes, notamment d'épargne et de crédit, pour utiliser les

sommes transférées autrement que pour la consommation courante".

### Informer et faire baisser les prix

C'est à ce triple enjeu que l'AFD a voulu répondre en mettant en ligne, au mois de mai, une nouvelle version de son site Internet [www.envoirdargent.fr](http://www.envoirdargent.fr), qui met à disposition un comparateur de prix des transferts en fonction des sommes et des opérateurs. Objectif : renseigner le client, mais surtout inciter les opérateurs à diminuer leurs prix. "Depuis la mise en ligne de la première version du site, en 2007, on constate une baisse générale des prix", constate Sarah Lahmani, analyste politique pour la section Population et migration à l'AFD. "Aujourd'hui, elle s'accroît, notamment grâce aux engagements pris par le gouvernement lors du sommet France-Afrique de Nice." Qui dit nouvelle ver-

sion dit nouveaux outils. Le site offre aussi un accès aux produits financiers proposés par les opérateurs. Il héberge les pages web de certaines associations de migrants, présentant les projets qu'elles portent dans les pays du Sud et financés grâce à l'argent envoyé par la diaspora. De quoi faire prendre conscience aux gouvernements et aux opérateurs de l'importance des sommes engagées et du sérieux des projets développés. Depuis sa mise en ligne, le site, qui informe sur les transferts depuis la France vers 21 pays, connaît une fréquentation régulièrement en hausse.

**A. G., Futuring Press**

**POUR EN SAVOIR +**

[www.envoirdargent.fr](http://www.envoirdargent.fr)

## CODÉVELOPPEMENT

# Immigrés, secteurs privés et réseaux à la rescousse

Nos relations avec les pays pauvres ou émergents ne peuvent plus être exclusivement fondées sur l'aide publique au développement. Et pour cause : 75 % des financements proviennent du privé.

L'aide publique est une création des Etats-Unis, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, quand ils se mirent à soutenir leurs alliés dans la lutte contre le communisme. Puis, avec les indépendances des anciennes colonies, une véritable politique d'aide au développement a pris forme, bien que dénoncée souvent comme un "néo-colonialisme". Désormais, ces flux financiers en provenance des Etats et des organisations internationales ne régissent plus seuls les évolutions des pays les plus défavorisés. Le financement du développement s'est émancipé : alliances du privé et du public, actions philanthropiques ou d'entreprises investies dans la responsabilité sociale, etc.

### REQUALIFICATION DU RÔLE DES ÉTATS

En 2008, l'aide publique au développement a représenté 120 milliards de dollars. Dans la même période, l'aide privée fournie par les ONG, les Eglises, les fondations, a représenté 50 milliards de dollars. Mais la part la plus importante de l'aide a été apportée par les migrants qui, expatriés pour des raisons économiques, envoient de l'argent économisé vers leurs pays d'origine : 338 milliards de dollars !

Ainsi, 75 % de l'aide apportée aux pays les plus défavorisés proviennent de sources privées ! Même si les financements publics jouent encore un rôle majeur, leur nature s'est considérablement modifiée. Les Etats et les organisations internationales ont de plus en plus un rôle de régulation ou de garantie des risques. De nouveaux acteurs interviennent. Structurée en réseaux, l'initiative privée est en première ligne, portée par la vitalité des acteurs de terrain et inspirée par de véritables visions de développement. Habitat social, santé, microfinance, protection de l'environnement, commerce équitable, entrepreneuriat social, éducation... Tous les enjeux majeurs sont investis. Les réponses semblent d'une variété sans limite.

Le Mexique a lancé Igna Fund, le premier fonds d'investissement dans des programmes sociaux. Le cimentier Cemex a ouvert la voie en créant une épargne pour les plus pauvres, qu'il abonde en matériaux : l'initiative a permis à 200 000 familles d'avoir une maison et le programme est repris dans plusieurs pays d'Amérique. Sur ce même continent, la fondation Avina soutient, cofinance, encadre, développe des centaines de programmes, tous apportant des réponses sociales, économiques, éducationnelles, environnementales. Ashoka porte quelque 3 000 programmes d'entrepreneurs sociaux sur la planète, la Fondation Skoll ou la Fondation Philippson agissent identiquement. La Fondation Bill & Melinda Gates intervient aux côtés des acteurs de la santé et de l'agriculture. Il s'agit d'une interven-

► La Fondation Philippson finance l'Association pour la promotion des groupements féminins (APGF), qui sensibilise les femmes contre les pratiques d'excision à Grova, au Burkina Faso. Elle investit environ 1 million d'euros par an dans l'entrepreneuriat social en Afrique.



Philippson Foundation

tion financière en milliards de dollars et qui renverse les codes : elle ne finance pas la recherche pour mettre au point des vaccins, elle garantit, aux côtés des Etats touchés par les maladies, leurs marchés pour le laboratoire qui aura trouvé la réponse médicale.

### DÉSAMORCER LA BOMBE SOCIALE

Et les migrants ? Leurs transferts représentent 65 % de l'aide au développement. Entre la Californie et l'Etat

mexicain du Zacatecas, le programme "3 por 1" associe migrants, gouvernements local et fédéral. Quand les Mexicains de Californie donnent 1 dollar, le Zacatecas en ajoute un deuxième et Mexico triple la mise. Les sommes collectées financent des écoles, des infrastructures, etc. Depuis la Sicile, des Tunisiens exilés financent un projet d'agriculture biologique dans leur pays. Et tant d'autres initiatives, partout dans le monde ! Ce n'est pas encore le développement tel que le rêve le Sud, mais

c'est un incontestable progrès. Ces initiatives sont encore loin d'apporter des réponses à la hauteur des problèmes, mais leur intensité créatrice tend à désamorcer la "bombe sociale" et pratique un formidable coaching collectif. Le jury du Nobel l'avait sans doute compris lorsqu'en 2006 il a honoré le banquier Muhammad Yunus pour son action dans le microcrédit : il ne lui a pas décerné le prix Nobel de l'économie, mais celui de la paix.

Patrick Busquet, Futuring Press

## ENTRETIEN La grande révolution communicationnelle



Frédérique Eyraud

MICHEL PUECH, philosophe, maître de conférences à l'université de Paris-Sorbonne

**En matière de communication et de réseaux, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?**

MICHEL PUECH Nous vivons une révolution "communicationnelle" dont la caractéristique principale est l'ouverture, la disparition des

frontières. Internet a ouvert de nouveaux espaces permettant de développer des échanges tous azimuts. Nous sommes entrés dans l'ère du "collaboratif universel" entre les hommes, qui s'incarne virtuellement sur Internet, sur les sites web, les forums et les blogs.

**Quels sont les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?**

Il faut optimiser les synergies constructives entre acteurs publics, commerciaux, individuels et associatifs. Il faut aussi s'assurer que ni les Etats nationaux ni les intérêts commerciaux ne deviennent dominants.

**Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supportent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?**

Si je parle de révolution, c'est que l'impact de ces mutations sur les modèles existants est en train de les modifier. Nos pratiques changent de nature en termes de commu-

nication personnelle avec le téléphone mobile et Skype ; en matière de culture et de loisirs avec les consoles de jeu et les échanges non commerciaux de contenus sur le web ; et, s'agissant de consommation, grâce à la quantité d'informations disponibles sur les produits. Nous inventons de nouveaux modèles dans tous les domaines.

**Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?**

Un "indice de développement humain" adapté à la révolution communicationnelle et informationnelle pourrait prendre en compte les capacités d'accès de la personne à l'information et aux services. Ces accès comportent des parties matérielles et culturelles, la *digital literacy*, c'est-à-dire les savoir-faire du numérique. Le degré de développement d'un groupe ou d'un individu sera sans doute de plus en plus directement corrélé à ces savoir-faire. Nous avons besoin de référentiels d'apprentissage et d'indicateurs dans ce domaine.

Propos recueillis par Alain Grumberg, Futuring Press

# SOLIDARITÉS

Les relations entre pays pauvres et pays riches entrent dans l'ère du business. De nouvelles formes de solidarité alliant aides publiques et privées sont apparues. Bien que toujours inspirées par un esprit humaniste, elles sont de plus en plus soumises à des critères financiers et de rentabilité. L'équité sociale est le prix de la paix.

## NAMIBIE

### Les miracles du revenu minimum garanti

Dans le cadre d'un projet pilote, les habitants d'un village déshérité ont reçu chaque mois l'équivalent de 10 euros. Deux ans plus tard, le bilan est vraiment positif, se félicite Herbert Jauch, responsable du programme.

FRANKFURTER RUNDSCHAU  
Francfort

**On débat dans de nombreux pays de l'instauration d'un revenu minimum garanti (RMG) qui ne soit assorti d'aucune condition contraignante. Pourquoi la Namibie a-t-elle pris les devants avec ce projet pilote ?**

**HERBERT JAUCH** La Commission d'orientation nationale a, dès 2002, recommandé le versement d'un revenu minimum à tous les citoyens pour mieux s'attaquer aux inégalités sociales. La Namibie est, selon les Nations unies, le pays qui présente les plus grands écarts de revenus au monde. Comme le gouvernement n'a pu se décider à instaurer un RMG, les Eglises et les syndicats ont lancé un projet pilote.

**Pourquoi avoir choisi le petit village d'Otjivero ?**

Nous voulions un endroit dans lequel il ne se passerait rien pendant au moins deux ans : pas de programme de création d'emplois, pas de projet d'aide au développement, pas de rentrées financières. Il ne devait y avoir que le revenu minimum, soit 100 dollars namibiens (environ 10 euros) par personne et par mois. Otjivero avait l'air d'être dans une situation tellement désespérée que nous avons pensé au début que le RMG ne servirait pas à grand-chose, hormis une légère réduction de la pauvreté.

**Recevoir de l'argent sans condition, sans travailler, est-ce que**

► *Dessin de Noma Bar paru dans The Guardian, Londres.*

■ **Herbert Jauch**  
Ce chercheur spécialiste des syndicats a dirigé jusqu'en janvier 2010 l'Institut namibien des ressources et de recherche sur le travail (LARRI). Il est membre de la Basic Income Grant Coalition (BIG) de Namibie. Cette alliance, qui regroupe Eglises, syndicats, associations de jeunes et de femmes, a lancé le revenu minimum garanti en 2008. Grâce à ce projet financé par des dons, les 1 000 habitants d'Otjivero âgés de moins de 60 ans ont reçu 100 dollars namibiens (10 euros) par mois pendant deux ans.



**cela peut faire bouger les choses ?**

Ce sont des préjugés auxquels nous nous heurtons en permanence. Si les gens d'Otjivero ne travaillent pas, ce n'est pas parce qu'ils sont paresseux mais parce qu'il n'y a tout simplement pas de travail. Le fait est qu'ils n'ont pas dépensé cet argent pour s'acheter de l'alcool et qu'ils ne l'ont pas dilapidé pour rien.

**Qu'en ont-ils fait ?**

Nous avons pu observer une chose surprenante. Une femme s'est mise à confectionner des petits pains ; une autre achète désormais du tissu et coud des vêtements ; un homme fabrique des briques. On a vu tout d'un coup toute une série d'activités économiques apparaître dans ce petit village. Cela montre clairement que le revenu minimum ne rend pas paresseux mais ouvre des perspectives. Vous auriez pu parvenir au même résultat avec des microcrédits ciblés. Contrairement aux microcrédits et à beaucoup de programmes d'aide au développement classiques, le revenu minimum a un impact non seulement sur la production, mais aussi sur la demande. En Afrique, le pouvoir d'achat se concentre en général dans quelques centres, ce qui force les gens à quitter les campagnes pour les villes,

où les bidonvilles finissent par s'étendre. Le RMG permet à des régions rurales de se développer, il crée des marchés locaux et permet aux gens d'être auto-suffisants.

**Quels effets avez-vous pu constater à Otjivero ?**

Le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 76 % à 37 %. Avant l'expérience, près de la moitié des enfants étaient sous-alimentés, aujourd'hui ils sont moins de 10 % ; 90 % finissent leur scolarité, avant, ils n'étaient que 60 %. Et la criminalité a baissé.

**Pourquoi demandez-vous la création d'un RMG pour tous les Namibiens et pas seulement pour les pauvres ?**

Cela demanderait beaucoup trop de travail et coûterait beaucoup trop cher de vérifier les besoins de chacun. De plus, il ne faut pas pénaliser les gens qui ont trouvé un travail ou qui se sont construits une existence. Celui qui gagne bien sa vie et qui est riche reverse le RMG à l'Etat par ses impôts.

**La Namibie pourrait-elle se permettre de verser un revenu minimum à tous ses habitants ?**

La Commission d'orientation l'a calculé depuis longtemps. Le RMG coû-

terait 5 % à 6 % du budget national. Pour le financer, il faudrait relever légèrement le taux maximum d'imposition, qui est de 34 % actuellement, et la taxe sur le chiffre d'affaires. Le gouvernement pourrait également introduire des prélèvements sur les exportations de matières premières et lutter contre l'évasion fiscale.

**Mais le versement du RMG serait très lourd à gérer.**

Bien au contraire ! Les coûts de gestion représentent environ 10 %. A Otjivero, nous avons utilisé des cartes à puce personnelles pour l'identification des intéressés et ça s'est très bien passé. Et la poste namibienne affirme qu'il serait rentable pour elle d'ouvrir un bureau dans chaque ville en cas d'instauration du RMG. Même avec deux retraits d'argent sans frais par mois, ça vaudrait encore le coup.

**Qu'est-ce qui empêche la Namibie d'introduire le RMG ?**

Le gouvernement n'est pas encore tout à fait convaincu. Notre ministre de l'Economie a compris que le revenu minimum constituait un instrument simple et bon marché pour changer les choses. Il y a cependant des résistances du côté du ministère des Finances et de notre Premier ministre, qui émet encore des réserves.

**L'expérience menée à Otjivero n'a-t-elle donc pas convaincu ?**

La pression exercée par le Fonds monétaire international (FMI) n'est pas sans effet en Namibie. Le FMI a présenté des chiffres erronés sur le coût du RMG. Il prend par exemple en compte les plus de 60 ans, alors qu'ils ne sont pas concernés par le RMG. Il craint que la Namibie ne démontre que le RMG fonctionne. Ce système deviendrait alors très intéressant pour des pays comme le Brésil et l'Inde.

**Comment réagissez-vous à cela ?**

Nous faisons le tour du pays avec des gens d'Otjivero pour qu'ils racontent leur histoire. Et nous sommes soutenus partout ! Nous espérons pouvoir arriver à nos fins dans le courant de l'année prochaine. L'important, c'est que la pression de la base soit forte. Quand les électeurs l'exigeront, la SWAPO, le parti au pouvoir, ne pourra plus dire que ça ne l'intéresse pas.

**Propos recueillis par Tobias Schwab**



## POST-SÉISME

# Un merveilleux malheur ?

Pour reprendre une formule du neuropsychiatre Boris Cyrulnik, peut-on imaginer que le séisme du 12 janvier 2010 puisse être un “merveilleux malheur” pour les Haïtiens ?

Récit d'un projet de renaissance économique chez “Maman Liberté”, la première nation noire indépendante du monde. Bas de la ville de Port-au-Prince, mois de mai : des hommes et des femmes récupèrent ce qui peut encore l'être, à mains nues, parfois avec une pioche. Les rues sont couvertes d'immondices, les caniveaux débordent à la moindre pluie, les gens s'entassent dans des camps, les files d'hommes et de femmes s'allongent devant le bureau de l'agence nationale pour l'emploi. Les répliques sismiques continuent. Sur les murs en ruine, on lit : “*Nou bouke*” (Nous sommes fatigués). Cinq mois après la catastrophe, l'île, “la perle des Caraïbes” au XVIII<sup>e</sup> siècle, est toujours sous le choc.

Lors du tremblement de terre, le ministère de l'Economie et des Finances s'est effondré. La chambre de commerce estime que les dégâts économiques pourraient atteindre le milliard de dollars (800 millions d'euros). Un coût qui complexifie une situation dégradée depuis de nombreuses années : 70 % des Haïtiens n'ont pas accès à un emploi stable, 90 % vivent dans la pauvreté, 48 % sont analphabètes. A noter que, quelques semaines avant le tremblement de terre, l'exécutif haïtien avait porté le salaire minimum à 125 et à 200 gourdes (4 euros), selon les secteurs, pour huit heures de travail par jour.

Avec patience, le peuple haïtien sortira des décombres. Franck Renaudin, fondateur d'Entrepreneurs du monde, en est convaincu : “*Les Haïtiens ont toujours eu cette capacité de résilience.*” Depuis 1998, l'ONG française développe une approche très sociale de la microfinance dans une dizaine de pays. En Haïti, elle appuie 5 000 familles parmi les plus démunies, pour lesquelles elle a créé un prêt adapté : le Ti Kredi.



▲ Port-au-Prince. Anise a bénéficié d'un prêt de 10 000 gourdes (200 euros) pour reconstituer son stock, partiellement détruit lors du séisme, et relancer sa micro-épicerie.

Le secteur de la microfinance a été sinistré par le séisme, avec une augmentation très forte des risques de disparition de nombreux acteurs. Recapitaliser ces derniers et leur donner les moyens de remettre en marche leur outil est une priorité. Il ne faut pas non plus que les micro-entrepreneurs entrent dans un surendettement insupportable.

“*L'enjeu est d'aller au-delà du soutien à la création de micro-activités*”, déclare Franck Renaudin. Mais entreprendre en Haïti est une gageure : coupures fréquentes d'électricité, insécurité, cyclones, faiblesse du pouvoir d'achat, difficultés d'accès au foncier, insuffisance de fonds propres, etc. Les entrepreneurs doivent être plus tenaces qu'ailleurs.

Pour lever certaines de ces barrières, Entrepreneurs du monde et l'ambassade de France lancent en sep-

tembre 2009 un fonds de 3 millions d'euros (sur trois ans) pour appuyer les petites entreprises. Ce fonds, constitué de mécénat participatif, de subventions et de crédits, est destiné aux structures qui n'entrent pas dans les critères des banques commerciales.

Dans le cadre de cet investissement, les entreprises sont regroupées en pépinières pour favoriser les économies d'échelle et des synergies. Cela donnera un cadre concret pour accompagner des initiatives locales porteuses d'emplois durables et valorisant les ressources locales : le traitement des déchets, la construction (notamment en bois), l'énergie solaire, la fabrication de réchauds à gaz, la potabilisation de l'eau, la transformation alimentaire de produits agricoles haïtiens, la confection de vêtements...

Florence Rizzo, Futuring Press

## ENTRETIEN Développement : mutations nécessaires



JEAN-MICHEL SEVERINO, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

**En matière d'innovation économique et financière, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?**

JEAN-MICHEL SEVERINO Les pays industrialisés vont devoir se penser comme une part d'un monde de 9 milliards d'hommes, dont 8 vivent dans des pays émergents ou pauvres, et non plus comme une société autonome, prise dans une compétition entre pays développés. Les modèles de développement actuels ne permettent pas de gérer la multiplication des crises alimentaires, énergétiques et financières. De nouveaux modèles globaux, notamment financiers, devront répondre aux défis liés au changement climatique, à la perte de biodiversité, à l'épuisement des ressources naturelles, à l'emploi et à la solidarité. De nouveaux outils financiers sont nécessaires pour assurer la vie d'un marché du carbone, le développement accéléré du *social business* ou le financement des gisements de croissance verte et durable dont dépend notre avenir.

**Quels sont les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?**

Les problèmes globaux auxquels notre planète est confrontée exigent des réponses urgentes, alors que l'évolution des esprits est relativement lente. Le transfert de la finance internationale depuis des activités spéculatives vers des investissements porteurs de retours combinés financiers/verts/sociaux nécessite une importante intervention des pouvoirs publics... et une mobilisation citoyenne.

**Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supposent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?**

Beaucoup d'innovations nécessaires sont déjà à portée de main. Imaginer un mode de croissance écologiquement supportable, ouvert mais centré sur la construction des marchés intérieurs, équilibré en termes de commerce extérieur et efficace en matière de génération de revenus est une tâche immense, encore à réaliser.

**Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?**

Il s'agit d'imaginer des objectifs collectifs fondés sur des indicateurs permettant :

- de préciser ce qu'est la croissance verte et solidaire ;
- d'exprimer les effets des politiques que nous devons mettre en œuvre ;
- de mesurer la progression de notre patrimoine naturel et culturel ;
- de saisir le qualitatif et non seulement le quantitatif (flux financiers) ;
- de visualiser la communauté de destin des 9 milliards d'humains.

La révision des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui pourrait servir de cadre à une croissance verte et solidaire au XXI<sup>e</sup> siècle, est une des tâches les plus importantes, à laquelle la communauté scientifique, les entreprises, les militants et les acteurs politiques devraient s'attaquer urgemment.

Propos recueillis par Alain Grumberg, Futuring Press

## CLIMAT Assurer les changements météorologiques

Les catastrophes climatiques, de plus en plus fréquentes, frappent très durement les plus démunis des pays les plus pauvres : les paysans. Des produits financiers arrivent sur le marché pour assurer les activités, amortir les dommages et les préjudices. Avec des approches très innovantes. Au Sri Lanka, le changement climatique et ses conséquences menacent directement 3 millions de personnes vivant de l'agriculture vivrière. La vie de ces paysans, dépourvus de service météorologique comme d'outils de gestion, n'en est que plus dépendante des mauvaises récoltes. Planet Finances Guarantee Mercy Corps est un projet d'assurance paramétrique fondée sur un indice météo, ainsi que sur une procédure d'alerte. Il offrira aux riziculteurs

une protection contre la perte de leur récolte, ainsi qu'un accès au crédit bancaire via la téléphonie mobile. Cette “solution de gestion” est particulièrement destinée aux petits agriculteurs. Un outil d'assurance paramétrique similaire va être développé en Jamaïque, cette fois pour indiquer aux marchés internationaux la part de risque sur les prêts agricoles octroyés par la Banque de développement de la Jamaïque (DBJ). L'assurance devrait lisser les risques financiers relatifs aux catastrophes climatiques en permettant à la banque de créer des flux de financement plus stables. Cette initiative devrait améliorer l'implantation de la microfinance et en rendre les effets durables. Ce projet est appelé à être modélisé, au moins à l'échelle de cette

région du monde, exposée aux cyclones, tremblements de terre, etc.

En Ethiopie, une assurance climatique soutenue par l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), en collaboration avec Nyala Insurance, va combiner plusieurs actifs à rémunération simple, fondés sur le climat. L'émission de titres de formule souple devrait faciliter le développement d'une telle assurance et améliorer le bien-être de millions d'agriculteurs dépendants, dans ce pays, de la forte variabilité des précipitations.

P. B., Futuring Press

### POUR EN SAVOIR +

www.planetfinancesgroup.org,  
www.caribrm.com,  
www.ifpri-addisababa@cgjar.org  
www.ifpri.org, www.nyalainsurance.com

# ÉCONOMIE & FINANCE

Les crises qui ébranlent nos sociétés mettent en évidence la vulnérabilité des modèles dominants. La recherche de mieux-être stimule l'ingéniosité et favorise les innovations. Malgré leurs limites, ces avancées préfigurent-elles un nouvel ordre économique ? Notre monde expérimente des solutions.

## FINANCE

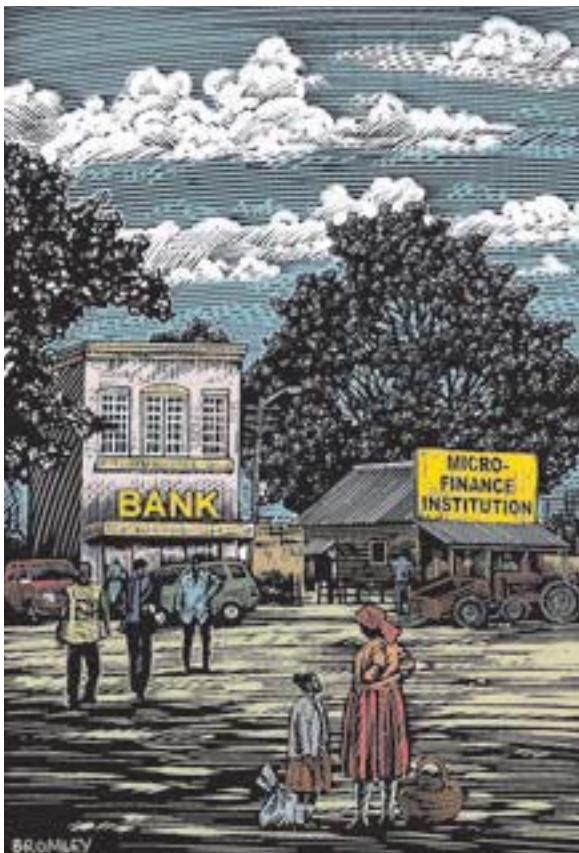
### Microcrédits mais maxi-profits !

Prêter aux pauvres peut se révéler très lucratif. Certaines institutions commerciales pratiquent en effet des taux d'intérêt supérieurs à 100 %.

THE NEW YORK TIMES (extraits)  
New York

Ces dernières années, l'idée d'accorder de petits prêts aux pauvres est devenue incontournable dans les milieux du développement, qui pensent avoir enfin trouvé le moyen d'améliorer le sort des plus démunis. Des acteurs comme Natalie Portman ou Michael Douglas ont mis leur notoriété au service de cette cause. L'économiste Muhammad Yunus – qui avait ouvert la voie dans les années 1970 en prêtant de petites sommes à des vanniers bangladais et qui a ensuite fondé la Grameen Bank pour développer cette activité – s'est vu récompensé en 2006 par le prix Nobel de la paix. Quant aux Nations unies, elles ont proclamé 2005 Année internationale du microcrédit.

Mais le phénomène a acquis une telle popularité que certains de ses partisans les plus convaincus se mordent les doigts en voyant les dérives qu'il suscite. Attirés par les énormes profits que peuvent générer même les plus petits crédits, toutes sortes de banques et d'institutions financières se sont intéressées à ce secteur, qu'elles dominent aujourd'hui. Certaines pratiquent des taux d'intérêt pouvant même dépasser les 100 %. "Nous avons créé le microcrédit pour combattre les usuriers ; nous ne l'avons pas créé pour susciter de nouveaux usuriers", a récemment déclaré Muhammad Yunus, lors d'une réunion de responsables financiers aux Nations unies. "Le microcrédit devrait être perçu comme la possibilité d'aider les gens à sortir de la pauvreté par le jeu du marché, et non comme un moyen de gagner de l'argent sur le dos des pauvres."



▲ Dessin de Bromley (Royaume-Uni) paru dans le livre The Monfort Plan, de Jaime Pozuelo-Monfort, éd. Wiley.

Pour ceux qui souhaitent préserver l'aura de sainteté du secteur, le débat tourne autour de la question suivante : quel taux d'intérêt et quel niveau de profit sont acceptables, et qu'est-ce qui relève de l'exploitation pure et simple ? Aux États-Unis, le sujet a même fait l'objet cette année d'auditions par la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, qui se demandait si certaines institutions de microcrédit n'arnaquaient pas les pauvres.

Les taux varient considérablement, mais les plus scandaleux sont généralement observés dans des pays comme le Nigeria ou le Mexique, où les établissements classiques ne peuvent satisfaire la demande en petits prêts d'une population nombreuse. Au Mexique, Te Creemos impose ainsi des taux effectifs globaux (frais compris) parmi les plus élevés, de l'ordre de 125 % en moyenne par an. Pour l'ensemble du Mexique, la moyenne se situe aux alentours de 70 %, contre 37 % dans le monde. Si les organisations mexicaines

pratiquent de tels taux, c'est parce qu'elles peuvent se permettre de le faire, estime Emmanuelle Javoy, directrice générale de Planet Rating, une agence de notation française spécialisée dans la microfinance. "Elles pourraient faire beaucoup mieux, déplore-t-elle. Mais si les plus grosses institutions, celles qui disposent de marges importantes, donnent le mauvais exemple, alors le reste du marché suit."

Le secteur de la microfinance, qui pèse plus de 60 milliards de dollars [44 milliards d'euros] d'actifs, a incontestablement rompu avec ses origines caritatives. Lors d'une audition devant le Congrès, Elisabeth Rhyne, directrice du Center for Financial Inclusion [un centre de ressources créé par l'ONG de microcrédit Acción International], a ainsi expliqué que les banques et institutions financières servaient 60 % de la clientèle totale. Le reste se répartit entre les organisations non gouvernementales (35 % de la clientèle), les coopératives de crédit et les banques rurales.

#### LES EMPRUNTEURS SONT SOUVENT INEXPÉRIMENTÉS

Les capitaux privés ont commencé à investir le secteur il y a une dizaine d'années. Mais les investisseurs ont vraiment découvert tout son potentiel en 2007, lorsque Compartamos, une société financière mexicaine ayant démarré sous la forme d'une petite ONG, a levé 458 millions de dollars lors de son introduction en Bourse [ses actionnaires d'origine se sont alors considérablement enrichis en vendant une partie de leurs actions].

Même si les fondateurs de Compartamos – la plus grande institution de microfinance des Amériques, avec 1,2 million de clients emprunteurs – se sont engagés à réinvestir l'argent dans le développement, des analystes affirment que ses taux d'intérêt élevés et ses coquets bénéfices ont fait grimper les taux dans tout le Mexique. Selon l'ONG Microfinance Information Exchange (MIX), qui publie sur son site les données fournies en 2008 [sur une base volontaire] par plus d'un millier de structures de microcrédit du monde entier, Compartamos facture en moyenne à ses clients un taux proche de 82 % (intérêts, frais et commissions).

Les emprunteurs sont souvent trop inexpérimentés et ont trop de soucis pour comprendre exactement ce qu'on leur fait payer. A Mexico, María Vargas a emprunté des sommes de plus en plus importantes à Compartamos, sur une période de vingt ans, afin de développer sa fabrique de tee-shirts, passant de 5 à 25 machines à coudre. Elle n'a qu'une vague idée du taux d'intérêt effectif qu'elle paie, même si elle le juge élevé. "Mais, franchement, j'ai tellement de travail que je n'ai pas le temps d'aller remplir des papiers ailleurs", explique-t-elle. Aujourd'hui, il lui suffit de téléphoner à Compartamos pour recevoir un chèque le lendemain. Certes, explique Damian von Stauffenberg, fondateur de l'agence de notation indépendante Microrate, il faut prendre en compte la situation locale, mais une société qui facture entre 20 % et 30 % au-dessus du marché est "sans scrupule", et une marge bénéficiaire supérieure à 30 % est déjà très élevée.

Selon Yunus, les taux d'intérêt devraient être de 10 % à 15 % supérieurs au coût de la levée de fonds ; au-delà, on entre dans la "zone rouge" de l'usure. "Il faut faire la distinction entre le véritable microcrédit et les pratiques abusives", affirme-t-il. Selon ses critères, 75 % des organismes de microfinance seraient dans la zone rouge. D'après une analyse de 1 008 organismes de microcrédit publiée en mars par Adrian Gonzalez, responsable de la recherche de MIX, le produit des taux d'intérêt sert pour l'essentiel à couvrir les frais d'exploitation. Selon lui, la meilleure façon de faire baisser les taux serait donc de s'attaquer à ces coûts, et non de réduire les bénéfices.

Pour de nombreux spécialistes, le raisonnement de Yunus est simpliste. Si la Grameen Bank parvient à limiter ses frais, expliquent-ils, c'est grâce à la faiblesse des coûts d'exploitation en Asie et aux économies d'échelles rendues possibles par la taille même de la banque. "Dans le monde, les taux d'intérêt tendent globalement à diminuer", observe Emmanuelle Javoy, de Planet Rating. En outre, redoutent certains experts, à force de dénoncer les taux d'intérêt élevés, on risque d'inciter les prêteurs à refuser de travailler avec les populations les plus pauvres.

Tout comme le Mexique, le Nigeria est également montré du doigt.

## Exception

Les tarifs pratiqués par le mexicain Compartamos "sont réellement exceptionnels", estime une étude publiée en février 2009 par le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP) un centre de recherche indépendant. En 2006, Compartamos appliquait en moyenne des taux annualisés supérieurs à 85 %, alors que pour les institutions de microfinance (IMF) rentables le taux médian était de 26,4 %. Moins de un emprunteur sur cent payait un taux comparable à celui de Compartamos. Par ailleurs, les taux d'intérêt des IMF ont baissé de 2,3 points de pourcentage par an entre 2003 et 2006, bien plus rapidement que ceux des banques.

Dans ce pays, les critiques se concentrent sur la principale institution de microfinance, Lift Above Poverty Organization (LAPO), qui est soutenue par des investisseurs internationaux comme la Deutsche Bank et la Calvert Foundation [qui gère un fonds d'investissement socialement responsable]. LAPO a en effet recours à une pratique controversée, que l'on appelle parfois l'épargne forcée, consistant à conserver une partie du prêt. Pour ses partisans, cette technique permet aux pauvres d'apprendre à économiser ; pour ses détracteurs, c'est de l'exploitation : le client, en effet, ne dispose jamais de la totalité de l'argent emprunté, alors qu'il paie des intérêts sur l'intégralité de la somme.

En outre, selon Planet Rating, LAPO n'a jamais disposé d'une licence lui permettant de collecter de l'épargne. Sous la pression extérieure, LAPO a annoncé en 2009 une baisse de ses taux d'intérêt mensuels, explique Planet Rating, mais, parallèlement, la part de l'épargne obligatoire a discrètement augmenté, passant de 10 % à 20 % du montant de l'emprunt. Dès lors, le taux d'intérêt effectif pour certains clients est passé de 114 % par an à 126 % (en moyenne, il est de 74 %).

#### UNE PRATIQUE CONTROVERSÉE : L'ÉPARGNE FORCÉE

Pour Godwin Ehigiamusoe, fondateur et directeur de LAPO, les taux d'intérêt élevés ne font que refléter le niveau des coûts d'exploitation dans le pays. Par exemple, explique-t-il, chacune des 200 agences de l'entreprise ne peut fonctionner qu'avec son propre groupe électrogène au gazole.

Des particuliers bien intentionnés, qui prêtent 20 dollars ou plus via des sites web spécialisés comme Kiva ou Microplace, peuvent en fait se retrouver impliqués dans des pratiques considérées par certains comme abusives. Encore récemment, Microplace, une filiale d'eBay, vantait les mérites de LAPO. Le site affirmait pourtant que les organismes de microcrédit présentés sur sa plate-forme proposaient des taux compris entre 18 % et 60 %, soit bien moins que ce que les clients de LAPO ont l'habitude de payer. En février dernier, on pouvait encore lire sur Microplace que LAPO était très bien noté par Microrate, alors que l'agence d'évaluation avait suspendu LAPO six mois auparavant. Après que *The New York Times* eut interrogé Microplace, ce commentaire a été retiré du site. Depuis, LAPO n'y est plus référencé.

Sur le site de Kiva, qui s'engage à "ne pas nouer de partenariat avec des organisations imposant des taux d'intérêt exorbitants", les taux de LAPO étaient dernièrement affichés à 57 %, un chiffre datant de 2007. Après avoir été contacté par *The New York Times*, Kiva a mis à jour ses données, annonçant désormais un taux de 83 %. Si les sites de ce genre sont bien intentionnés, estiment les observateurs, on peut toutefois se demander s'ils enquêtent sérieusement sur les organisations dont ils font la promotion.

Au début, Kiva assurait ainsi que l'argent des particuliers était directement alloué à des emprunteurs spécifiquement identifiés sur le site. La société a ensuite fait machine arrière, précisant que ces sommes allaient en fait à des institutions. **Neil MacFarquar**

## ÉCHANGES

# Des monnaies sociales pour assainir le système financier ?

Economiste belge internationalement reconnu, Bernard Lietaer est "architecte monétaire".

**C**et ex-banquier central a participé à la création de l'ECU, prédécesseur de l'euro. Auteur de *Monnaies régionales - De nouvelles voies vers une prospérité durable* (éd. Charles Léopold Mayer, 2009), il explique dans cet entretien comment les 5 000 monnaies parallèles présentes sur la planète peuvent équilibrer la finance mondiale.

#### Quelles sont les origines des monnaies complémentaires ?

**BERNARD LIETAER** On les trouve dans toutes les sociétés matrifocales [qui honorent des valeurs féminines], par exemple en Égypte, dès 1600 avant notre ère. Dans les sociétés patriarcales, la tendance est d'imposer des monnaies uniques. Mais, même dans ces sociétés, des monnaies complémentaires ont émergé un peu partout, principalement en temps de guerre ou de crise. Ce qui diffère depuis une vingtaine d'années, c'est l'émergence de tels systèmes hors de ces contextes. Il existe déjà dans le monde plusieurs milliers de monnaies complémentaires à vocation sociale. Leur point commun : encourager des échanges locaux au lieu de se déplacer à la recherche de profits. Simultanément, nous observons dans nos sociétés une remontée de valeurs plus féminines, telle la valeur de relation plutôt que de possession.

#### Quel est leur rôle dans le développement ?

Un exemple qui date de 1934 : le wir est une monnaie complémentaire suisse fondée par 16 entrepreneurs pour permettre aux entreprises membres de se faire crédit. L'entreprise qui vend reçoit un crédit en wirs, et l'acheteur le débit



▲ Dessin de Clifford Harper paru dans *The Guardian*, Londres.

correspondant. Aujourd'hui, 75 000 petites et moyennes entreprises – le quart des entreprises suisses – utilisent cette monnaie, à côté du circuit normal des francs suisses. Au lieu de dépendre de l'obtention de crédits bancaires, elles font du commerce entre elles et peuvent obtenir de la Banque WIR – une banque coopérative qui appartient aux utilisateurs de la monnaie – des emprunts à des tarifs très avantageux. De cette façon, il a été prouvé que le pays fait mieux face aux crises. Ce système monétaire est capable, même dans les pays riches, de jouer un rôle dans l'économie à différentes échelles. Il prend en compte la diversité des intérêts. En Uruguay et au Brésil, on utilise le C3 (circuit de crédit commercial). C'est une monnaie complémentaire qui fournit de nou-

veaux crédit-relais bon marché pour les PME. Puisqu'elles créent entre 80 % et 90 % des emplois privés, il s'agit d'un puissant instrument pour la création d'emplois et leur maintien. **Faut-il diversifier les monnaies pour éviter la crise ?**

Le commerce international et les marchés financiers globaux sont très efficaces pour la création de richesse financière : le volume du marché des devises est de 3 200 milliards de dollars par jour. Une seule monnaie est efficace, mais elle fragilise également l'économie qu'elle sert. La solution serait d'introduire en complément de la monnaie officielle des monnaies complémentaires qui auront pour rôle de permettre des échanges commerciaux locaux impossibles sans elles.

#### Comment peuvent-elles équilibrer les systèmes monétaires et se développer ?

Elles exercent deux types d'effet sur l'économie. Dans la mesure où elles ont un effet contre-cyclique sur l'économie normale, elles aident les banques centrales dans leur rôle de stabilisateurs et modèrent les fluctuations de la valeur des portefeuilles bancaires. Encore plus important : lorsqu'une crise bancaire et/ou monétaire a quand même lieu, elles jouent le rôle de bouées de sauvetage pour les entreprises et les individus affectés. Pour que le système des monnaies complémentaires soit appliqué à l'échelle correspondant aux défis sociétaux actuels, il faudra un changement de paradigme monétaire. Espérons qu'il ne soit pas trop tard.

**Propos recueillis par Florence Massin, Futuring Press**

## ENTRETIEN A la recherche d'une croissance qualitative



**ALAIN AYONG LE KAMA**, professeur agrégé d'économie, université de Lille, et conseiller scientifique au ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM).

#### En matière d'économie, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?

**ALAIN AYONG LE KAMA** En privilégiant une croissance écono-

mique quantitative, nos sociétés ont mis en œuvre des politiques et des pratiques néfastes à long terme, qui sont à l'origine de deux grandes mutations : d'une part, la dégradation croissante des conditions socio-sanitaires des populations – les écarts de revenus ne cessent de se creuser entre les pays, les régions et les citoyens, tandis que les conditions sanitaires d'une grande partie de la population mondiale continuent de se détériorer ; d'autre part, l'épuisement des ressources naturelles et d'autres impacts irréversibles sur l'environnement sont patents.

#### Quels sont les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?

Cette double vulnérabilité, sociale et environnementale, est insoutenable à long terme. Si des mesures concrètes, en faveur d'une

meilleure redistribution des richesses et d'une limitation des impacts environnementaux de nos actions, ne sont pas prises rapidement à tous les niveaux (local, régional, national et international), ces mutations pourraient se traduire par des conflits et engendrer une forte instabilité politique, dont la principale conséquence serait un ralentissement économique... et donc une plus grande difficulté à limiter ces vulnérabilités.

#### Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supposent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?

L'évolution de ces mutations dépend grandement des choix politiques qui seront opérés dans les années à venir. Il ne s'agit pas d'essayer de "verdir" les politiques mises en œuvre, ni de redistribuer à la marge les richesses produites, mais bien de changer de

paradigme. Le contexte actuel de crise économique et financière constitue une opportunité permettant de prendre conscience de la nécessité d'aller vers un modèle de société plus redistributif et générant moins d'impacts environnementaux, de rechercher une croissance économique plus qualitative.

#### Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?

Trois principaux indicateurs pourraient être mobilisés : un indicateur de mesure des écarts de revenus par tête entre les populations (de pays différents et du même pays) ; un indicateur d'état des ressources naturelles ; un indicateur des pressions exercées sur l'environnement.

**Propos recueillis par Patrick Busquet, Futuring Press**

# SANTÉ & SCIENCES

La recherche et la science progressent, créant dans le même temps de nouvelles incertitudes. Tout va bien plus vite dans les résultats, mais aussi dans les conséquences. Penser la santé et le bien-être de l'humanité dans cinquante ans implique de nouveaux modèles. Simultanément se développent des initiatives de proximité.

## AFRIQUE DU SUD

### Les mamies se mobilisent contre le sida

Faute du soutien de l'Etat, des grands-mères ont créé des réseaux de solidarité. Ceux-ci leur permettent notamment de récupérer des fonds pour élever leurs petits-enfants, dont les parents ont été victimes du sida.

THE SUNDAY INDEPENDENT (extraits)

Johannesburg

**A**u début des années 1980, une rumeur a commencé à circuler dans la vallée des Mille Collines, un lieu où la beauté des paysages contraste avec la pauvreté qui y règne. Cette rumeur disait qu'un nouveau virus avait fait son apparition. Ce sont les grands-mères qui ont compris les premières qu'il se passait quelque chose d'inquiétant, de terrifiant même. Pour y faire face, un projet original et intéressant, rassemblant tous les habitants de la vallée et s'inscrivant dans une initiative plus vaste ayant des ramifications sur l'ensemble du continent et à l'étranger, a alors vu le jour et s'est développé.

Il s'agit de la campagne intitulée "Les grands-mères parlent aux grands-mères", qui met en relation des femmes qui s'occupent de leurs petits-enfants orphelins du sida. Elle a été lancée à l'initiative de la Fondation Stephen Lewis, dont le siège est à Toronto, au Canada. Cwengetile Myeni est infirmière au Hillcrest Aids Centre Trust. Elle est aussi grand-mère, mais ses enfants sont vivants et prospères. "Même si je ne vis pas les mêmes problèmes que les autres grands-mères, qui doivent s'occuper des orphelins de leurs propres enfants, je sais comment elles vivent parce que nous allons régulièrement chez elles. Ce qui est difficile, c'est que les grands-mères veulent parler, mais d'autres personnes de la communauté préfèrent se taire. Les gens



Carole Cartoons

▲ Nouvelle famille africaine. Dessin d'Aislin paru dans The Gazette, Montréal.

veulent cacher ce qu'ils savent du VIH. Et ce qui complique encore plus les choses, c'est qu'ils ne viennent à la clinique que lorsqu'ils sont très malades. Il est parfois trop tard pour faire quoi que ce soit", raconte-t-elle. Elle pense que le projet "Les grands-mères parlent aux grands-mères" a offert un exutoire à plusieurs de ces femmes, en leur permettant de se retrouver et de discuter de leurs expériences. Aussi, l'argent distribué dans le cadre de la campagne accorde à certaines assez de liberté pour pouvoir renforcer leurs liens avec leurs petits-enfants. "Souvent, les grands-mères utilisent leur pension pour fournir aux enfants ce dont ils

ont besoin, rappelle Cwengetile Myeni. Rares sont celles qui reçoivent une aide de l'Etat. Lorsqu'elles en reçoivent une, ce n'est pas toujours suffisant. Certaines mamies élèvent dix ou douze enfants en même temps..."

En 2006, année où la campagne a été lancée, la Fondation Stephen Lewis a invité Cwengetile Myeni et deux autres grands-mères sud-africaines à venir à Toronto pour y rencontrer d'autres mamies africaines et canadiennes. "Les grands-mères canadiennes voulaient entendre ce que nous avions à dire, même s'il était douloureux pour elles d'écouter nos histoires", explique Cwengetile Myeni. Lancée à la veille de la Journée internationale de la femme en 2006, le projet "Les grands-mères parlent aux grands-mères" a obtenu le soutien des Canadiens.

A l'heure actuelle, plus de 220 groupes de femmes canadiens ont rassemblé plus de 6 millions de dollars [4,4 millions d'euros] de fonds destinés aux organisations communautaires de quinze pays de l'Afrique subsaharienne. Cet argent servira à aider les grands-mères de ces pays à nourrir, loger, habiller et éduquer leurs petits-enfants orphelins.

L'une de ces organisations, Grandmothers Against Poverty and Aids (GAPA), une ONG du Cap gérée par des Sud-Africains, œuvre dans les townships de Khayelitsha et de Gugulethu depuis 2001. Selon sa directrice, Vivienne Budaza, la collaboration avec les Canadiens a permis de renforcer les liens avec

d'autres grands-mères africaines. "Notre modèle, qui consiste à organiser des ateliers et à offrir un soutien durable pour subvenir aux besoins psychologiques de ceux qui prennent soin de leurs petits-enfants rendus orphelins par le sida, est maintenant reproduit dans d'autres pays africains, assure-t-elle. La plupart de ces grands-mères ne savaient pas grand-chose de la maladie. Au début, nous n'étions même pas autorisées à prononcer le mot sida, parce que les stigmates qui y sont associés étaient très forts."

Cwengetile Myeni raconte que les grands-mères sud-africaines qui se sont rendues au Canada ont été très surprises de constater qu'elles étaient les seules, parmi les femmes africaines, à pouvoir bénéficier d'aides ou de pensions de l'Etat. "Le problème, c'est que les gens peuvent développer une certaine dépendance envers ces aides, indique-t-elle. Les grands-mères des autres pays africains utilisent le peu qu'elles ont pour se relever et saisissent au passage tout ce qu'elles peuvent. C'est pourquoi nous plaçons les gens dans des programmes générateurs de revenus pour qu'ils n'aient pas à dépendre de ces aides." Mais, pour des grands-mères qui n'ont jamais travaillé de leur vie – sauf dans leur foyer et leurs champs –, il n'est pas toujours facile d'acquiescer de nouvelles compétences. Elles sont nombreuses à n'être jamais sorties de la vallée. Et, même s'il arrive que des grands-mères canadiennes viennent leur rendre visite, leur monde se limite à cette seule région.

Janet Smith

## COMMUNAUTÉS Des bouddhistes en lutte contre la pandémie

**A**u tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les moines d'un village cambodgien proche de la frontière vietnamienne se sont engagés dans la lutte contre le sida. En une décennie, l'expérience s'est généralisée et concerne désormais une douzaine de provinces. Tout le village est réuni autour de quatre enfants, âgés de 3 à 12 ans, dans l'enceinte de la pagode. Les moines officient, mais, au-delà de l'atmosphère spirituelle, c'est la mobilisation de toute une communauté qui est saisissante. Il s'agit de prendre en charge ces orphelins dont les parents sont morts

du sida. Nous sommes en l'an 2000 et ce projet mené par l'UNICEF, dans un pays à 95 % bouddhiste, est une première : plus question de rejeter les malades du sida, de les écarter aux limites du village. La prise de conscience est accompagnée par les moines et la prise en charge au quotidien s'opère grâce à la communauté tout entière. Dix ans plus tard, la révolution silencieuse des mentalités, dans un pays durement touché par l'épidémie, s'est étendue. Des milliers de moines, disséminés dans douze des vingt-quatre provinces cambod-

giennes, adhèrent à la Buddhist Leadership initiative (BLI), coordonnée par le ministère des Cultes et des Religions. Les moines, les nonnes, les novices et les enseignants sont engagés dans des actions alliant prévention, éducation (gratuite pour les orphelins dans les pagodes) et soutien moral, ainsi qu'assistance pour les besoins pratiques : nourriture, vêtements, habitat, services de santé. Dix mille adultes et enfants infectés par le virus du sida bénéficient aujourd'hui de l'engagement des moines cambodgiens. Leur initiative participe d'un plan national

de lutte qui a fait tomber la prévalence du VIH dans le pays de 3,3 % en 1977 à moins de 1 %, et le nombre annuel de morts de 14 000 au début du millénaire à 6 000 aujourd'hui.

Le Cambodge n'est pas le seul pays bouddhiste d'Asie qui ait pris cette voie. Le Bhoutan, la Chine, le Laos, la Mongolie, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam ont développé des projets similaires, démontrant la capacité des moines à concilier spiritualité et lutte contre le sida.

Alain Grumberg, Futuring Press

## TECHNOLOGIE

# L'homme et la machine fusionneront

Bientôt, nous pourrions télécharger notre esprit sur un ordinateur. C'est du moins ce qu'annonce une communauté de futurologues.

POPULAR MECHANICS

New York

Cela fait déjà un certain temps que les futurologues parlent d'un concept baptisé "singularité". Celui-ci désigne un saut technologique tellement phénoménal que la société entière en serait transformée. Si leur théorie était avérée, la révolution industrielle, le développement de l'agriculture et même la maîtrise du feu feraient figure, en comparaison, de balbutiements historiques mineurs. Aujourd'hui, cette éventualité paraît suffisamment réaliste pour que les scientifiques et les ingénieurs se penchent sur ses implications, positives et négatives.

C'est le futurologue Ray Kurzweil, pionnier des nouvelles technologies, qui a popularisé le concept de singularité dans son livre *Humanité 2.0 : la bible du changement* (M21 Editions, 2007). D'après Kurzweil et ses confrères, nous devrions d'ailleurs assister à d'incroyables avancées

Des scientifiques japonais travaillent déjà à la conception de "nanocerveaux" artificiels rudimentaires. Combien de temps faudra-t-il attendre avant que ces technologies ne parviennent à maturité ? Seulement quelques dizaines d'années, et non des siècles.

Si les scientifiques parviennent à introduire de minuscules robots à l'intérieur du corps humain, alors ils seront tout aussi capables de concevoir des machines qui s'intégreraient dans à peu près n'importe quoi, ouvrant ainsi la voie à une ère nouvelle de "matériaux intelligents". Ces nanorobots pourraient être en mesure de construire, molécule par molécule, des objets faisant de plus en plus ressembler notre environnement physique à un système informatique.

Pure science-fiction ? Pourtant, cette phase ne serait elle-même que le précurseur de la singularité, ce moment où, selon Kurzweil, "l'intelligence non biologique sera capable de se concevoir et de s'améliorer elle-même à une vitesse incroyable". Imaginez des ordinateurs tellement sophistiqués

En augmentant considérablement les capacités de l'homme, on peut malheureusement augmenter ses capacités à faire le mal. Il y a notamment le problème du contrôle des esprits. Si des nanorobots flottant dans vos vaisseaux sanguins peuvent empêcher vos artères de se boucher, ils peuvent tout aussi bien servir à libérer des substances chimiques à la demande, afin de vous faire aimer n'importe qui ou n'importe quoi. Sachant ce dont l'humanité a été capable par le passé, de tels abus paraissent-ils totalement improbables ?

Bien sûr, il est possible que le problème ne se pose jamais. Vernor Vinge, fondateur du concept de singularité, a lui-même décrit les raisons pour lesquelles sa vision ne se réaliserait peut-être jamais [Vinge estime notamment qu'il sera peut-être impossible de créer une machine capable de penser et que le progrès des performances du matériel informatique pourrait atteindre un seuil dans les années à venir], même s'il est convaincu du contraire. Alors, que pouvons-nous faire aujourd'hui pour influencer sur l'avenir ? L'ONG californienne Foresight Institute a rédigé plusieurs grands principes concernant le développement des nanotechnologies, notamment l'interdiction de nanorobots autonomes et capables de se reproduire et le contrôle strict de la recherche sur les nanotechnologies liées à l'industrie militaire.

Quant aux chercheurs en intelligence artificielle, ils travaillent à présent sur une charte visant à produire une "intelligence artificielle bienveillante", programmée pour être bien disposée à l'égard de l'humanité et éviter tout risque intempestif de mégalomanie robotique. La NASA, Google et d'autres entreprises technologiques ont même lancé la Singularity University, qui devrait former une élite capable d'éviter ce genre de problème tout en tirant profit des technologies. D'autres recommandent de ne pas se précipiter dans les domaines des technologies dites GRAIN (génétique, robotique, intelligence artificielle et nanotechnologies).

Je ne suis pas sûr que ce soit un bon conseil. Après tout, les technologies destructives ont plutôt tendance à émerger plus vite que les technologies constructives. Les missiles sont apparus avant les missiles intercepteurs, les armes biologiques avant les antibiotiques. Cela signifie que, entre le moment où nous mettons au point des technologies potentiellement dangereuses et celui où nous serons capables de nous en protéger, nous connaissons une phase de vulnérabilité. Plus nous progresserons lentement, plus cette phase de vulnérabilité sera longue, laissant ainsi plus de temps aux esprits peu scrupuleux ou négligents pour semer le chaos. Ma conclusion ? Mieux vaut accélérer !

Glenn Harlan Reynolds

## ENTRETIEN Modéliser autrement notre santé



DOMINIQUE MARANINCHI, président de l'Institut national du cancer (INCa)

**FUTURING PRESS** Dans les domaines de la santé et de la science, quelles sont pour vous les grandes mutations dans lesquelles les sociétés sont engagées ?

**DOMINIQUE MARANINCHI** Vivre plus nombreux, vivre plus longtemps et vivre ensemble, en bonne santé, dans des territoires beaucoup plus réduits. C'est un défi pour l'humanité... inconnu jusqu'à aujourd'hui. Notre espérance de vie a augmenté et on doit gérer des problèmes de santé de masse ; les individus vivent de plus en plus longtemps, dans des environnements de plus en plus prégnants, avec pour conséquence le risque d'être atteint du cancer.

**Quels sont pour vous les défis et les obstacles à l'égard desquels nous devons rester vigilants pour que ces mutations aillent dans le sens de l'intérêt général ?**

Ces mutations nécessiteront une attention accrue durant les périodes de vulnérabilité, notamment dans les périodes un peu sacrées de la grossesse et de l'enfance. Les vulnérabilités ne concernent pas seulement la sphère médicale, mais aussi les dimensions sociales et économiques. Tout le monde ne pourra pas suivre.

**Ces mutations nécessitent-elles l'installation de nouveaux modèles ou bien supposent-elles une adaptation des modèles dominants actuels ?**

Les conséquences de ces mutations démographiques et économiques ne seront mesurables sur la santé que dans une vingtaine d'années. Les progrès de la science et de la technologie se font généralement pour le bien de l'humanité. Dans les périodes de mutation rapide, il y a toujours des craintes. Il faut tenir compte des paramètres nouveaux, dont les nanotechnologies ne sont qu'un exemple et pour lesquels nous n'avons pas de référence en matière de risques et de bénéfices. Il faut à la fois : ne pas freiner la recherche et rester attentifs aux conséquences. C'est là une vraie révolution de notre société, qu'il s'agisse de vaccins ou de nouvelles technologies.

**Quels sont, selon vous, les indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats et leurs conséquences bénéfiques pour le plus grand nombre ?**

On va toucher des milliers, voire des millions, de personnes, la relation entre les bénéfices et les risques impose une modélisation de l'analyse d'impact. On ne va pas arrêter la découverte ou la technologie. Ce qui est nouveau, c'est que les diffusions sont massives et extrêmement rapides. Ce qui suppose donc :

- d'anticiper les impacts ;
- d'avoir une capacité d'observation radicalement différente, de capter les signaux faibles, surtout dans des secteurs innovants ;
- de remanier sans arrêt les technologies ;
- d'accompagner les mutations d'un nouveau partage de l'information.

L'éducation et la participation au débat public s'imposent de plus en plus pour éviter les obscurantismes, notamment de la part de ceux qui voudraient imposer certaines approches pour des raisons de profit.

Propos recueillis par A. G., Futuring Press



technologiques avant même ce moment fatidique. Récemment, des scientifiques israéliens ont mis au point de minuscules robots capables de naviguer à travers le système vasculaire afin d'attaquer les cellules cancéreuses. Des laboratoires américains planchent actuellement sur une technologie similaire. Au fil du temps, ces robots seront de plus en plus petits et de plus en plus puissants.

On pourrait un jour introduire des nanorobots intelligents à l'intérieur de notre organisme pour nettoyer les artères et réparer des organes défaillants. De minuscules machines s'amarreraient à nos neurones et nous doteraient de capacités cérébrales supérieures à tout ce que nous pouvons concevoir actuellement. En stimulant nos nerfs de la vision, de l'ouïe ou du toucher, ces nanorobots pourraient simuler des sensations visuelles, auditives ou tactiles, fabriquant des couches de réalité augmentée pour nous aider à reconnaître des visages ou nous guider dans des situations inhabituelles.

qu'ils seraient capables de fabriquer d'autres ordinateurs encore plus puissants. Cette nouvelle génération d'ordinateurs apparaîtrait tellement vite que les ingénieurs humains prendraient rapidement plusieurs siècles de retard sur eux. Voilà ce que serait la singularité. Et, compte tenu de la vitesse d'accélération exponentielle du progrès technologique, cela pourrait se produire dès le milieu du siècle. De grands bouleversements technologiques ont mis des millénaires, des siècles, puis des décennies à se produire. A présent, ils surviennent au bout de quelques années.

### UNE ÉTHIQUE POUR LA ROBOTIQUE ET L'INFORMATIQUE

Je vous décris ce monde de la singularité où les nanotechnologies nous rendraient (presque) immortels et où le commun des mortels deviendrait plus intelligent qu'Einstein grâce à des implants cérébraux. C'est un monde difficile à imaginer. Et ce qu'il implique est aussi excitant qu'effrayant.

# GOUVERNANCE

L'influence des femmes, et de l'esprit féminin en général, dans les sociétés humaines semble une évidence. Pourtant, il demeure de fortes résistances – dans de nombreux pays, les violences faites aux femmes restent terribles –, au point que l'on se demande si cette évidence est une réalité ou une projection.

## TABLE RONDE

### Les femmes vont-elles changer les modes de pouvoir ?

Partout dans le monde, les femmes agissent pour répondre aux grands enjeux de l'époque. Cependant, elles restent sous-représentées dans les instances de décision et de pouvoir.

#### DE LA LIBÉRATION AUX QUOTAS : UNE RÉGRESSION ?

D'entrée, Gérard Collomb fait un constat un peu teinté d'amertume. "J'appartiens à la génération de Mai 68. A cette époque, la prise de parole féminine et les avancées qui ont suivi, notamment la loi sur l'avortement, nous laissaient penser que les femmes allaient prendre notre place. C'était un mouvement spontané, venu directement de la société. Il y a eu une sorte de révolution, on pensait que la place des femmes ne poserait plus problème. Quand on regarde ce qui se passe aujourd'hui, on se rend compte qu'il y a une stratification et que les femmes n'ont pas vraiment progressé. Alors, pourquoi ?"

Tous en conviennent : avec la théorisation de la condition des femmes par Simone de Beauvoir – à la suite des luttes des femmes des générations antérieures –, avec les avancées dues au féminisme des années 1970, on aurait pu s'attendre à une situation tout autre. Or les statistiques des entreprises, de la finance, de l'économie, de la politique démontrent le contraire.

#### CHRISTINE BRUNEAU

Présidente de Femmes de demain



"Dans la définition actuelle de nouveaux modèles, on se doit de relier le global et le local avec un accompagnement des femmes et de leur éducation, partout."

Et Isabelle Germain d'ajouter : "Les femmes sont aussi sous-représentées dans les sphères du pouvoir intellectuel et médiatique. Les think tanks sont majoritairement composés d'hommes. La société fonctionne comme si un homme pouvait penser universellement le masculin et le féminin, alors que la femme ne pourrait penser que la condition féminine !"

Christine Bruneau, se tournant vers les pays du Maghreb en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, s'étonne qu'on puisse oublier que le président tunisien Habib Bourguiba a fait énormément



Thomas Haley/Danone Communities

▲ Les "Grameen Ladies" sont des réseaux de femmes qui développent, au Bangladesh, les produits sociaux portés par la Grameen Bank de Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix 2006. Ici, elles rencontrent les représentants de Danone pour apprendre les bienfaits du Shoktidoi yogurt (à un haut niveau nutritionnel) pour devenir ensuite des revendeuses de ce yaourt.

pour les femmes, leur reconnaissance, leur participation à la vie de la nation, et au-delà. Les fondamentalismes actuels sont-ils porteurs d'une régression ? Patrick Viveret lui fait écho. "Quand on considère les neuf pays où la discrimination sexuelle est la plus extrême, on note qu'ils sont sous le joug du fondamentalisme religieux et/ou du fondamentalisme marchand, et/ou de logiques autoritaires. Bref, ils sont dans la captation de richesse, de sens et de pouvoir. Sortir de ces situations passe par le changement de posture des hommes."

#### LA SPHÈRE PRIVÉE ?

##### UN CHANTIER À OUVRIR

Pour Emmanuelle Messéan, il ne faut pas oublier la prégnance de la sphère privée. "Pour que les femmes puissent accéder à davantage de responsabilités, il faudra d'abord les libérer de la sphère privée : 80 % des tâches ménagères sont

#### ISABELLE GERMAIN

Directrice de lesnouvellesnews.fr



"Le salut des femmes passe par l'invention d'un modèle de société. Pour cela, la question des indicateurs de richesse est centrale."

encore assurées par les femmes." Geneviève Féronne va également dans ce sens, rappelant avec ironie que, statistiquement, les hommes auraient moins d'enfants que les femmes ! "Observez le monde de l'entreprise. Il est flagrant de constater que, à la fin de la journée, la cadence des femmes est plus soutenue que celle des hommes. Elles ont autant de responsabilités au bureau qu'à la maison."

Les indicateurs actuels, qui prennent en compte la production de richesse, ignorent ces apports féminins. Observons aussi comment les perceptions sociales peuvent être erronées. "Quand un homme passe cinq minutes avec son enfant, on dit que c'est un bon père. Quand les femmes passent des heures et des jours avec eux, on n'en tient pas compte", commente Isabelle Germain. L'activité privée des femmes est souvent invisible.

#### ÉDUCATION DES HOMMES, ÉDUCATION DES FEMMES : TRAVAUX URGENTS !

Difficile pour les hommes de s'approprier la féminité, plus facile pour les femmes de s'approprier la masculinité. De multiples femmes de pouvoir tendent à illustrer ce propos : Margaret Thatcher, Golda Meir, etc. Pour l'ensemble des intervenants, il s'agit



**GENEVIÈVE FÉRON**  
Directrice du développement durable du groupe Veolia

**ISABELLE GERMAIN**  
Directrice du site *lesnouvellesnews.fr* et vice-présidente de l'Association des femmes journalistes

**EMMANUELLE MESSÉAN**  
Directrice-conseil chez LJ Corporate et ancienne présidente de l'association Les Chiennes de garde

**PATRICK VIVERET**  
Philosophe et conseiller honoraire à la Cour des comptes

**Retrouvez la vidéo de cette table ronde sur :** Dailymotion, Facebook [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) [www.lesnouvellesnews.fr](http://www.lesnouvellesnews.fr) [www.futuringpress.com](http://www.futuringpress.com) [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com)

Le débat, animé par Philippe Thureau-Dangin, de *Courrier international*, et Alain Grumberg, de *Futuring Press*, a réuni six participantes et participants au siège de la délégation de la communauté urbaine de Lyon à Paris :

**CHRISTINE BRUNEAU**  
Présidente de Femmes de demain et maire-adjoint de Boulogne-Billancourt

**GÉRARD COLLOMB**  
Sénateur-maire de Lyon et président du Grand Lyon

Photos de William Beaucaret pour Courrier International

bien de changer de valeurs. "Une petite fille est toujours élevée dans l'idée d'être une princesse, tandis qu'un garçon l'est dans l'idée qu'il peut être un héros conquérant le monde !" remarque Isabelle Germain. Christine Bruneau affirme : "Les stratégies d'éducation sont la clé de la transformation de base, la manière dont filles et garçons se comporteront plus tard. Pour réussir dans ce domaine, il faut aussi préparer les femmes et les hommes à savoir transmettre."

Selon Patrick Viveret, "la question relève des postures de vie, pas seulement des polarités. La tradition tantrique définit le yin par la créativité, et le yang par l'émerveillement. L'homme, n'étant pas connecté à la créativité, retourne contre la femme sa puissance créatrice, qu'il transforme en domination et en peurs." D'où l'importance, que l'on soit homme ou femme, de travailler sur les postures de vie. Selon Emmanuelle Messéan, "ce qui fait peur, c'est de ne plus pouvoir se définir par ses attributs féminins ou masculins".

**FEMMES "SOUS LE RADAR"**  
Les femmes sont très majoritaires dans les multiples initiatives de terrain répondant aux grands enjeux, aux crises, proposant de nouveaux modèles, et ce partout dans le monde. En revanche, en ce qui concerne les institutions, les grandes entreprises, les administrations, on ne les reconnaît pas véritablement, notamment d'un point de vue statutaire : elles sont

**EMMANUELLE MESSÉAN**

Directrice-conseil de LJ Corporate



"Il faut arrêter de différencier masculin et féminin. Nous avons derrière nous 5 000 ans de vision genrée, qui classe les femmes dans certaines catégories. Du coup, les hommes ne peuvent s'approprier une partie de ce qu'elles sont, par crainte d'une sanction sociale. Alors qu'inversement les femmes peuvent s'approprier des attributs 'masculins' plus facilement."

hommages ne peuvent s'approprier une partie de ce qu'elles sont, par crainte d'une sanction sociale. Alors qu'inversement les femmes peuvent s'approprier des attributs 'masculins' plus facilement."

"sous le radar", jolie et terrible formule de Geneviève Féron pour exprimer cette injustice d'autant plus forte que, sur la planète, "les femmes sont la parole du changement", autre jolie formule, celle-ci de Sylvie Germain.

Gérard Collomb intervient en acteur du monde dans lequel il évolue. "En politique, le développement durable est plutôt associé à des valeurs féminines, comme la combativité, l'harmonie ou la tempérance. Du coup, les hommes peinent à s'approprier le sujet. On peut l'appréhender de façon conceptuelle, comme le font merveilleusement bien Edgar Morin, Patrick Viveret, Michel Serres... Mais, quand il s'agit d'en faire une traduction politique, cela se féminise. Alors que c'est un sujet politique par

excellence ! Nous avons une nouvelle civilisation à construire..."

**POUVOIR, COMPÉTENCES, ÉTHIQUE : UNE AUTRE MANIÈRE DE GOUVERNER**

Autre analyse que tous partagent : les fonctions régaliennes sont toutes occupées par les hommes – tout comme les fonctions prédatrices, celles de conquête. En revanche, les fonctions plus domestiques, nourricières, ancillaires, sont ouvertes aux femmes. Mais en termes de reconnaissance ? Pas grand-chose. Christine Bruneau interpelle les participants :

**GÉRARD COLLOMB**

Sénateur-maire de Lyon et président du Grand Lyon



"Notre société n'a cessé d'annoncer des mesures. Il faut aller au-delà : regarder quelque temps après comment les choses ont évolué. L'évaluation est primordiale."

[...] Nous avons une nouvelle civilisation à construire."

"Quand on propose un poste à responsabilité à une femme, elle s'interroge d'abord sur sa capacité à assumer la mission, sur ses compétences. Elle a une attitude plutôt éthique... Quand on le propose à un homme, il réagit d'abord en demandant combien il va gagner en plus." Et elle poursuit : "Quand les femmes sont dans l'action, elles transforment les choses. Elles sont un autre modèle de gouvernance."

Nous voici sur le terrain du pouvoir. Nombre d'études montrent que le management des femmes est sensiblement différent : plus transversal, plus polyvalent, plus fondé sur la délégation. Ce qui le rend plus performant. Alors, pourquoi les hommes rechignent-ils à les intégrer dans les staffs de direction ? Peut-être parce que l'action des femmes "remet en question le mode de management".

Isabelle Germain n'est pas convaincue que la gouvernance des femmes soit si différente, "si ce n'est par les sujets que les femmes mettent sur la table. Elles abordent d'autres questions que les hommes." D'où le bon sens qui pousse à dire que, si plus de femmes étaient dans les instances de pouvoir, de nouveaux sujets et de nouveaux comportements émergeraient. Gérard

**GENEVIÈVE FÉRON**

Directrice du développement durable du groupe Veolia



"Je n'aurai qu'un vœu : éducation, éducation, éducation. Rien ne pourra être accompli dans le vivre ensemble sans l'éducation. Je suis toujours atterrée quand je vois ce qu'on enlève à l'éducation des femmes. Partout où elle recule, c'est un signe avant-coureur de naufrage."

Collomb déclare : "Il est facile pour un homme de postuler à un poste de décision. En revanche, une femme se dira qu'elle doit montrer ce dont elle est capable. Ce n'est pas le management au féminin qui a fait ses preuves, mais le management croisé. La rencontre de points de vue différents crée du dynamisme. Car le problème avec le management au masculin, c'est qu'il est complètement formaté." Et du côté de la politique ? "En France comme dans de nombreuses sociétés latines, on compte beaucoup sur l'Etat. Alors que, dans les sociétés nordiques, c'est très sociétal, on joue sur tous les vecteurs." Le fait est que la sphère politique française reste très masculine. "Et la réforme territoriale va peut-être progressivement faire reculer encore les femmes. Car on avait fait de grands pas en avant, notamment aux municipales, avec des scrutins de liste. Si on revient au scrutin nominal, ça ne va pas aider", conclut Gérard Collomb.

**ÉVALUATION : PRÉVENTION DU PIRE ET PILOTAGE VERS LE MEILLEUR**

Chacun reconnaît que notre société, au-delà des mesures et de leur évolution, doit aller vers leur évaluation. Pour Patrick Viveret, "à peine 3 % des échanges mondiaux quotidiens correspondent à des besoins réels. Les économies de la drogue, de la guerre, etc., représentent quarante fois les nécessités de base de l'humanité. Quand on regarde ce qu'il y a de commun aux crises économiques, financières, sociales, on trouve du mal-être, de la maltraitance. Il nous faut aller vers une société de l'attention pour dépasser une société de la tension. Le dialogue ou la guerre se joue là."

**PATRICK VIVERET**

Philosophe



"La vraie question est celle de l'amour... Comment garder le meilleur de la société occidentale, comment retrouver le dialogue avec les sociétés de traditions ? C'est sur le droit des femmes que se joue le meilleur de ces deux approches."

Emmanuelle Messéan évoque le vivre ensemble, si important. "Je crois qu'il existe deux réponses caricaturales du masculin et du féminin. La réponse du Kärcher, masculine, avec son lot de CRS. Et l'approche du féminin, qui repose sur l'accompagnement et la réflexion sociale. Mais, quand on reste dans cette binarité masculin/féminin, il est impossible d'avoir une approche pragmatique." Patrick Viveret le confirme avec des propos complémentaires. "L'humanité est une espèce qui ne s'aime pas. L'humanité est un réseau pensant, mais elle ne peut réussir que si elle devient un réseau aimant. La vraie question est celle de l'amour..." Comment garder le meilleur de la société occidentale, comment retrouver le dialogue avec les sociétés de traditions ? Pour le philosophe, c'est sur le droit des femmes que se joue le meilleur de ces deux approches. Une synthèse qui, pour le bénéfice de tous, doit aussi pouvoir être évaluée.

Par Aurélie Delaunoy, Patrick Busquet, de *Futuring Press*

# PROGRAMME

## Construire le bien-vivre

Dans la tradition humaniste de Lyon, cette 9<sup>e</sup> édition des Dialogues en humanité croise les défis sociaux et culturels avec le défi écologique et climatique. Sur fond de rencontres et d'expériences, elle tente de construire les transitions nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire : accès à l'eau, au logement, à la santé, à l'éducation, etc.

### Chaque jour, quatre temps

#### LE TEMPS DU REPAS ET DU SENSIBLE

**Chaque midi (12 h à 14 h)**, pique-nique libre à partager : restauration bio, végétarienne, cuisines du monde. Le repas est prolongé par des ateliers du sensible (14 h à 16 h) avec des professionnels, des associations et des artistes, pour tous les goûts et tous les âges.

#### LE TEMPS DES COOPÉRATIONS

**Entre 18 h et 19 h**, des rencontres plus intimes, fondées sur des témoignages de vie. Elles révèlent des pistes d'actions concrètes et engagent des coopérations possibles pour des futurs atteignables.

#### LE TEMPS DE LA PALABRE

**Entre 16 h et 18 h**, trois scènes d'agora pour des échanges entre acteurs du monde : Chine, Brésil, Inde, Vietnam, Canada, Mexique, Afrique, Maghreb, Europe... Sciences, arts, spiritualités, philosophie et politique sont au cœur des débats.

#### LE TEMPS DE LA FÊTE

**Après le repas du soir (19 h à 20 h)**, concerts, théâtre, rencontres artistiques internationales. C'est le temps de la convivialité festive et joyeuse.

#### LES ATELIERS DU SENSIBLE

**Chaque jour entre 14 h et 16 h, une cinquantaine d'ateliers au cours des trois journées.**

Reconsidérer la richesse ; Créer et vivre ensemble, apprendre à coopérer ; Que faire pour ma planète, un futur soutenable ; S'inspirer d'art et d'ailleurs ; Basket en fauteuil ; La caravane des dix mots ; Grimpe dans les arbres ; Espace multigénérationnel ; Danses ancestrales des Indiens du Brésil ; Atelier d'olfaction, etc.

#### LES AGORAS

**Chaque jour entre 16 h et 18 h.**

**2 juillet, le pays dur ou la résistance créatrice.** 1 - "Chercher à dominer l'autre, c'est se détruire soi-même", disent les Kogis ; 2 - "Le métier de TF1, c'est de vendre du temps de cerveau disponible", déclare Patrick Le Lay ; 3 - "Il existe une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner", affirme Warren Buffett.

**3 juillet, le pays doux ou le bien vivre.**

1 - Une autre façon d'échanger, les monnaies libres ; 2 - L'enjeu du féminin des femmes et des hommes, ou la féminité voie de renouveau du masculin ? ; 3 - Contribuer à un monde plus juste sans pauvreté.

**4 juillet, le pays hybride ou l'expérimentation anticipatrice.**

1 - Education, éducation populaire, carrefour des savoirs : tous apprenants ? ; 2 - Le meilleur est à venir, relevons le défi climatique ; L'Afrique hier, aujourd'hui, demain : histoire et mémoire, cultures et religions, construction des Etats de droit et de l'union.

#### LE TEMPS DES COOPÉRATIONS

**Chaque jour entre 18 h et 19 h.**

**2 juillet.** 1 - Générations cobayes ? Des jeunes se questionnent sur les liens entre la santé et l'environnement et lancent un appel ; 2 - Mémoire et transmission, garder le meilleur des traditions et le meilleur de la modernité, depuis la naissance jusqu'à l'accompagnement ; 3 - Parlons solutions. + Focus interactif Chine, avec les internautes chinois, de 10 h à 12 h au musée d'Art contemporain, via [www.people.com.cn](http://www.people.com.cn), sur "Comment garder le meilleur des traditions et de la modernité".

**3 juillet.** 1 - Marche régionale pour la dignité et contre la pauvreté ; 2 - Solidarité locale et internationale et empowerment, responsabilisation croisée, réciprocité ; 3 - Les artistes œuvrent à la reconstruction de l'intelligence sensible dans tous les secteurs de la société.

**4 juillet.** 1 - Croisement des autres initiatives de Dialogues en humanité dans le monde ; 2 - Témoignages de vies croisés ; 3 - Les arbres montrent le chemin, biodiversité, habitat.

#### LE TEMPS DE LA FÊTE

**Artistes à l'affiche en journée.**

**2 juillet :** Coko, Francis Laffon

**3 juillet :** Philocontes, Groupe du Train de nuit, Ny Malagasy Orkestra

**4 juillet :** Philocontes, Compagnie du Grabuge, Compagnie Skémée, Laurent Mariusse et Philippe Morier-Genoud  
Tous les jours entre 20 h et 22 h

**2 juillet :** Gospel Colors, Impérial Kikiristan

**3 juillet :** Chant lyrique, flamenco, latino, jazz, Marianne Aya Omac, Antonio Placer

**4 juillet :** Fayçal Salhi Quintet, B.O.B.  
ou "Les enfants du peuple"



**FUTURING PRESS** est une agence de presse spécialisée dans l'actualité des réponses aux grands enjeux, dans les modèles émergents et l'innovation sociale. Elle propose une information fondée sur le résultat des expériences et sur leur impact social.  
Futuring Press : 01 48 78 02 17.

## Dialogues en humanité 2010

### 2, 3 et 4 juillet

Parc de la Tête d'or à Lyon

<http://dialoguesenhumanite.free.fr> - [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com)

Accès transports en commun

Ligne C1 (arrêt Tête d'or-Churchill) - Bus 4, 36, 41, 58

Informations

04 26 99 33 44 [www.dialoguesenhumanite@free.fr](mailto:www.dialoguesenhumanite@free.fr)

#### LES SOURCES

**THE DAILY TELEGRAPH** 840 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Atlantiste et antieuropéen sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, c'est le grand journal conservateur de référence. Fondé en 1855, il est le dernier des quotidiens de qualité à ne pas avoir abandonné le grand format.

**FRANKFURTER RUNDSCHAU** 189 000 ex., Allemagne, quotidien. Le plus ancien des quotidiens nationaux allemands à un public un peu plus jeune que ses concurrents. Engagé à gauche, dans la défense des droits de l'homme et de l'environnement.

**THE NEW YORK TIMES** 1 160 000 ex. (1 700 000 le dimanche), Etats-Unis, quotidien. Avec 1 000 journalistes, 29 bureaux à l'étranger et plus de 80 prix Pulitzer, c'est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" (toute l'information digne d'être publiée).

**POPULAR MECHANICS**, Etats-Unis, mensuel. Né en 1902 sous forme d'hebdomadaire, ce magazine dédié aux techniques, technologies et inventions devient mensuel en septembre 2003. Ses unes sont essentiellement consacrées aux armes et aux moyens de transport. Il appartient au groupe Hearst.

**THE SUNDAY INDEPENDENT** 40 200 ex., Afrique du Sud, hebdomadaire. Distribué surtout dans les grandes villes, il a été fondé en 1995 et s'adresse principalement aux lecteurs de la bourgeoisie, noire et blanche, avec une orientation clairement libérale. Le journal appartient au groupe Independent News and Media.

**THE WALL STREET JOURNAL** 2 000 000 ex., Etats-Unis, quotidien. C'est la bible des milieux d'affaires. Mais à manier avec précaution : d'un côté, des enquêtes et reportages de grande qualité ; de l'autre, des pages éditoriales tellement partisans qu'elles tombent trop souvent dans la mauvaise foi la plus flagrante.

### Sous le haut patronage de



**GRAND LYON**  
communauté urbaine

Directeur de la publication : Philippe Thureau-Dangin. Imprimerie Loire offset Titoulet - 42964 Saint-Etienne